

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 391

14 février 2012

SOMMAIRE

A.14 Façades Guy Rollinger	18767	Ocean Beach Investment S.A.	18762
Allianz Finance VI Luxembourg S.à r.l. ...	18751	Ocean Continental S.à r.l.	18750
Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l.	18751	Odin Enterprises Limited SA	18751
Altec Lansing Europe S.à r.l.	18765	Odin Enterprises Limited SA	18762
Bati Expansion	18765	OFR Group S.à r.l.	18763
Camaran Invest S.A.	18764	OLFI Lux Holdings S.à r.l.	18763
Electrabel Invest Luxembourg	18766	OLFI Lux Intermediate Holdings S.à r.l.	18763
Etablissement HORMANS SARL	18736	Optio Expert-Comptable et Fiscal S.à r.l.	18762
Fercol S.à r.l.	18765	Organik Luxembourg S.A.	18763
H.09 Roeser "Novus"	18767	OTPP Power Luxembourg S.à r.l.	18762
Immo Invest H R S.A.	18740	Pacific Island S.A.	18763
KalKalit-Lux 7 S. à r.l.	18737	Pacific Island S.A.	18764
Lux-Puglia SA	18766	Platina Nimbus S.à r.l.	18738
Mara Gest S.à r.l.	18731	Push The Brand advertising	18750
Marchall S.à r.l.	18736	Pyrotex S.à r.l.	18732
Meat & Beef	18736	Rémy Nauleau Development S.à r.l.	18722
Mer et Montagne S.A.	18737	Roseway Global Luxembourg S.à r.l.	18739
Metalmachine Trading S.A.	18737	Silk Road Group S.A.	18732
Mirowert S.A.	18737	Soloverte Finance S.à r.l.	18768
ML Newcastle Issuer	18738	Stuff an der Millen S. à r.l.	18768
ML Newcastle Luxembourg	18738	Triple A Associates S.à r.l.	18742
MLS Luxembourg S.à r.l.	18739	Truflux	18736
MLTec Medizinische Laser Technologie S.à r.l.	18750	Vélizy Rose Investment S.à r.l.	18741
ML Whitby Issuer	18739	Vulcain S.A.	18763
ML Whitby Luxembourg	18739	Vulcain S.A.	18764
NW Europe Holdings S.à r.l.	18750	Waco Luxembourg S.à r.l.	18768

Rémy Nauleau Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 165.841.

—
STATUTS

L'an deux mille onze, le deux décembre.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Rémy NAULEAU, dirigeant de sociétés, demeurant à Château CRANSAC, Impasse Lissard F-31620 Fronton, France,

La partie comparante a prié le notaire instrumentant l'acte d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Préambule

Dans le cadre de la réorganisation de son patrimoine et de sa volonté d'internationaliser ses investissements, l'associé de la société Rémy Nauleau Development S.à r.l. a décidé de constituer cette dernière afin de regrouper la détention des sociétés françaises ou autres qu'il possède et dans le futur de développer ses investissements dans des filiales opérationnelles ou autres situées tant en France, qu'au Luxembourg que dans tout autre Etat dans lesquels de nouvelles opportunités de développement pourraient se présenter.

L'objet de la société Rémy Nauleau Development S.à r.l. consistera notamment à participer à une organisation de la détention des sociétés opérationnelles ou autres intervenant notamment mais pas exclusivement dans le domaine de l'exploitation et de la gestion de surfaces commerciales au sein d'ensembles commerciaux.

L'associé entend en effet centraliser ces investissements au sein d'une société holding afin d'assurer la pérennité des sociétés sous jacentes, de développer ces investissements à l'international, d'assurer la cohérence de la politique d'investissement du groupe et surtout d'éviter la division du patrimoine familial en cas de décès.

Un effet de levier financier sera par ailleurs possible grâce à la constitution de la société Rémy Nauleau Development S.à r.l. qui pourra ainsi réaffecter les excédents de trésorerie éventuels de certaines filiales au financement des sociétés dont les besoins financiers ne pourraient être couverts par autofinancement.

Enfin la centralisation du capital des différentes filiales au sein d'une société holding a pour objet de renforcer la représentativité et la crédibilité du groupe à l'égard de ses partenaires commerciaux et plus généralement de ses intervenants économiques.

II. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "Rémy Nauleau Development S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi au Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par apports, souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion et/ou à une animation efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions et la gestion concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée,

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre évènement similaire affectant un ou plusieurs associés.

III. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à cinquante mille Euros (50.000,-), représenté par cinquante mille (50.000) parts sociales ordinaires sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

IV. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par résolution de l'assemblée générale des associés laquelle fixe la durée de leur mandat. Dans la mesure où plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gestion composé d'un (1) ou plusieurs gérants de classe A et (1) ou plusieurs gérants de classe B. Le(s) gérant(s) n'est/ ne sont pas nécessairement un/des associé(s).

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gestion. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le Conseil.

8.1. Pouvoirs du conseil de gestion

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant, au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant sans distinction de classe afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si une majorité de ses membres sont présents ou représentés et si un/des gérant(s) de classe A et un/des gérant(s) de classe B ont été nommés, le Conseil ne peut valablement délibérer que si au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à condition que, si un/des gérant(s) de classe A et un/des gérant(s) de classe B ont été nommés, aucune résolution ne sera valablement adoptée que si elle a été approuvée par au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'au moins un (1) gérant de classe A et au moins un (1) gérant de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants.

10.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

V. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit

VI. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) juillet de chaque année et se termine le trente (30) juin de l'année suivante.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises peuvent être renommés.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société;

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, ils sont, dans cette mesure, considérés comme un acompte à valoir sur le dividende suivant, à moins que les associés décident de reverser l'excès à la Société.

VII. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution et Liquidation.

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf

décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VIII. Dispositions générales

Art. 17. Disposition générale.

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, téléfax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 30 juin 2012.

Souscription et Libération

Monsieur Rémy NAULEAU déclare souscrire à cinquante mille (50.000) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, et acceptent de libérer intégralement ce montant par un apport en numéraire de sorte que la somme de cinquante mille euros (EUR 50.000,-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à 1.300,-EUR.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée en qualité de gérant A de la Société pour une durée indéterminée:

Monsieur Rémy NAULEAU, dirigeant de sociétés, né le 01 Mai 1949 à Nantes 44, France, demeurant à Château CRANSAC, Impasse Lissard à F-31620 Fronton, France;

2. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants B de la Société pour une durée indéterminée:

Monsieur Fabrice GEIMER, employé privé, né le 23 janvier 1978 à Arlon, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 5, Avenue Gaston Diderich à L-1420 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg ;

3. M. Jean FELL, employé privé, né le 9 avril 1956 à Echternach, Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 5, Avenue Gaston Diderich à L1420 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg ;

- Le siège social de la Société est établi au 7, Avenue Gaston Diderich à L1420 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en français, suivi d'une traduction anglaise et que, en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version française fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite à la partie comparante, connue du notaire par son nom, prénom, état et demeure, celle-ci a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and eleven, on the second day of December.

Before us, Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mr Rémy NAULEAU, company director, residing à Chateau Cransac, impasse Lissard in F-31620 Fronton, France,

The appearing party has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Preamble

As part of the reorganization of his patrimony and his desire to internationalize his investments, the partner of the company Rémy Nauleau Development S.à r.l. has decided to establish the latter in order to consolidate the ownership of the French and other companies he owns and in the future to develop his investments in operating and non-operating subsidiaries in France, in Luxembourg than in any other state where new development opportunities may arise.

The purpose of the company Rémy Nauleau Development S.à r.l. will include participating in the organization of the ownership of operating companies involved in particular but not exclusively in the area of exploitation and management of retail spaces within commercial development centers.

The partner intends in fact to centralize these investments within a holding company to ensure the sustainability of the underlying companies, to develop these international investments, to ensure consistency of the group's investment policy and especially to avoid the division of family assets in case of death.

A leverage will also be possible through the incorporation of Rémy Nauleau Development S.à r.l., which can then reallocate the cash surpluses of certain subsidiaries in the financing of companies whose financial needs cannot be covered by cash flow.

Finally, the centralization of the capital of the various subsidiaries in a holding company is to enhance the representativeness and credibility of the group towards its trading partners and more generally towards its economic stakeholders.

II. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "Rémy Nauleau Development S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by contribution, subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any legal means and instruments to manage and to run its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction and management with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

- 4.1. The Company is formed for an unlimited period.
- 4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

III. Capital - Shares**Art. 5. Capital.**

- 5.1. The share capital is set at fifty thousand Euro (EUR 50,000.-), represented by fifty thousand (50,000) ordinary shares in registered form with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.
- 5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

- 6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.
- 6.2. The shares are freely transferable between shareholders.
When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.
When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.
A share transfer is only binding on the Company or third parties following notification to or acceptance by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.
- 6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.
- 6.4. The Company may redeem its own shares, provided it has sufficient distributable reserves for that purpose, or if the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

IV. Management - Representation**Art. 7. Appointment and Removal of managers.**

- 7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers composed of one (1) or several class A managers and one (1) or several class B managers. The manager(s) need not to be partner(s).
- 7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board).**8.1. Powers of the board of managers**

- (i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.
- (ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

- (i) The Board meets at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.
- (ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.
- (iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.
- (iv) A manager may grant another manager power of attorney, irrespective of the Class he belongs to, in order to be represented at any Board meeting.
- (v) The Board may deliberate and act validly only if a majority of its members are present or represented and if director (s) of Class A and director(s) of Class B have been appointed, the Board cannot validly deliberate unless at least one (1) director of Class A and one (1) director of Class B are present or represented. Board decisions shall be validly adopted by a majority vote of the directors present or represented, provided that if director(s) of Class A and director(s) of Class B have been appointed, no resolution shall be validly adopted unless approved by at least one (1) director of Class A and one (1) director of Class B. Board decisions are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.
- (vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Sole manager.

9.1. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board or the managers are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom the sole manager has delegated special powers.

Art. 10. Liability of the managers.

10.1. The managers may not, be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

V. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and Shareholders' circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders' Circular Resolutions).

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

VI. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of July of each year and ends on the thirtieth (30) of June of the following year.

13.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

14.2. The shareholders appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time subject to the following conditions:

(i) the Board draws up interim accounts;

(ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the Board must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, they shall, to the extent of the overpayment, be deemed to have been paid on account of the next dividend, unless the shareholders decide to refund the excess to the Company.

VII. Dissolution - Liquidation

Art. 16 Dissolution - Liquidation.

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VIII. General provisions

Art. 17. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to

one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on June 30, 2012.

Subscription and Payment

Thereupon, Mr. Rémy NAULEAU declares to subscribe to fifty thousand (50,000) shares each in registered form, with a par value of one Euro (EUR 1) each, and agree to pay them in full by a contribution in cash so that the sum of fifty thousand Euro (EUR 50,000) is at present at the free disposal of the Company, proof of which has been provided to the undersigned notary who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,300.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the Sole Partner, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following person is appointed as Class A manager of the Company for an indefinite period:

Mr. Rémy NAULEAU, company director, born on May 1st, 1949 in Nantes 44, France, residing at Château Cransac, impasse Lissard in F-31620 Fronton, France;

2. The following person is appointed as Class B managers of the Company for an indefinite period:

Mr. Fabrice GEIMER, private employee, born on 23 January 1978 in Arlon, Belgium with professional address at 5, Avenue Gaston Diderich in L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

3. Mr. Jean FELL, private employee, born on 9 April 1956 in Echternach, Luxembourg, with professional address at 5, Avenue Gaston Diderich in L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

- The registered office of the Company is set at 7, avenue Gaston Diderich in L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, this deed is drawn up in French, followed by an English version, and that in the case of divergences between the French text and the English text, the French text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the appearing party, known to the notary by his name, surname, civil status and residence who has signed it together with the undersigned notary.

Signé: Rémy NAULEAU, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 13 décembre 2011. Relation GRE/2011/4420. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 21 décembre 2011.

Référence de publication: 2012003307/526.

(120002059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2012.

Mara Gest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8356 Garnich, 17, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 120.160.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Garnich, le 05.01.2012.

Référence de publication: 2012003838/10.

(120002967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Silk Road Group S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 81.231.

Suivant une décision de l'Assemblée Générale ordinaire des associés du 17.06.2011 de la société SILK ROAD GROUP S.A. il a été décidé:

1. de prolonger le mandat d'administrateur de Monsieur Emile Wirtz, adresse professionnelle 6, Avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, Monsieur Michael Ernzerhof et de Madame Carole Giovannacci jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017.

2. de prolonger le mandat de commissaire aux comptes, Invest Control S.à.r.l., 6, Avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017.

Luxembourg, le 17.06.2011.

SILK ROAD GROUP S.A.

Référence de publication: 2012003973/16.

(120002417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Pyrotex S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 11.950.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 138.361.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-seventh day of October.

Before Maître Cosita Delvaux, notary residing in Redange-sur-Attert, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

There appeared:

BNP Paribas Real Estate, a company (société par actions simplifiée) incorporated and organised under the laws of France, with registered office at 167, Quai de la Bataille de Stalingrad, F-92867 Issy Les Moulineaux, France, registered with the Register of Commerce and Companies in Paris under number 692 012 180,

here represented by Mrs. Magali Witwicki, bank employee, professionally residing in Luxembourg by virtue of a proxy given on 21 October, 2011.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- BNP Paribas Real Estate is the sole shareholder of Pyrotex S.à.r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated pursuant to a deed of Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg, on April 4, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of May 31, 2008 number 1339 (the Company), the articles of incorporation of which have been amended for the last time by notarial deed on July 4, 2011, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

- the Company's share capital is presently set at EIGHT MILLION FIVE HUNDRED AND TWENTY THOUSAND EURO (EUR 8,520,000.-) divided into EIGHTY-FIVE THOUSAND TWO HUNDRED (85,200) shares of ONE HUNDRED EURO (EUR 100.-) each.

Now, therefore, the appearing party, acting through its proxyholder, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

BNP Paribas Real Estate, in its capacity as sole shareholder of the Company, decides to increase the subscribed capital by an amount of THREE MILLION FOUR HUNDRED AND THIRTY THOUSAND EURO (EUR 3,430,000.-) so as to bring it from its present amount of EIGHT MILLION FIVE HUNDRED AND TWENTY THOUSAND EURO (EUR 8,520,000.-) up to ELEVEN MILLION NINE HUNDRED AND FIFTY THOUSAND EURO (EUR 11,950,000.-) by the issuance of THIRTY-FOUR THOUSAND THREE HUNDRED (34,300) new shares with a par value of ONE HUNDRED EURO (EUR 100.-) each, having the same rights as the already existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon, BNP Paribas Real Estate, prenamed and represented as stated here-above, declares to have subscribed to the THIRTY-FOUR THOUSAND THREE HUNDRED (34,300) newly issued shares of the Company and to have them fully paid up by contribution in cash, so that the amount of THREE MILLION FOUR HUNDRED AND THIRTY THOU-

SAND EURO (EUR 3,430,000.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Second resolution

BNP Paribas Real Estate, in its capacity as sole shareholder of the Company, decides to authorize the sole manager, or, in case of several managers, the board of managers for a period of five (5) years starting on the date hereof, to increase the share capital of the Company, in one or several times, from EIGHT MILLION FIVE HUNDRED AND TWENTY THOUSAND EURO (EUR 8,520,000.-) up to SEVENTY-FIVE MILLION EURO (EUR 75,000,000.-).

Third resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the sole shareholder decides to amend article 6 of the articles of association of the Company, which will henceforth have the following wording:

" **Art. 6.** The Company's share capital is set at ELEVEN MILLION NINE HUNDRED AND FIFTY THOUSAND EUROS (EUR 11,950,000.-) represented by ONE HUNDRED AND NINETEEN THOUSAND FIVE HUNDRED (119,500) shares in registered form with a par value of ONE HUNDRED EURO (EUR 100.-) each, all subscribed and fully paid-up.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

The sole manager, or, in case of several managers, the board of managers shall be authorized for a period of five (5) years starting on the date hereof (October 27, 2011), to increase the share capital of the Company, in one or several times, from ELEVEN MILLION NINE HUNDRED AND FIFTY THOUSAND EURO (EUR 11,950,000.-) to SEVENTY-FIVE MILLION EURO (EUR 75,000,000),

(i) by the creation and issuance of up to SIX HUNDRED AND THIRTY THOUSAND FIVE HUNDRED (630,500) shares with a par value of ONE HUNDRED EURO (EUR 100.-) each, having the same rights as the already existing shares;

(ii) to determine the date and place at which the notarial deed acknowledging the capital increase will be executed;

(iii) to issue such shares to such person(s) as the sole manager, or, in case of several managers, the board of managers decides, subject to article 6 (iv);

(iv) to proceed to such issues reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued,

(v) to record by way of a notarial deed each and any share capital increase effected within the limits of the authorised share capital and to amend article 6 of the articles of association of the Company accordingly; and

(vi) to amend the shareholders register of the Company every time an increase of the share capital is effected within the limits of the authorised share capital."

Fifth resolution

The sole shareholder resolves to amend article twelve of the articles of incorporation so as to henceforth read as follows:

Art. 12. In case of several managers, the board of managers shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of managers, but in his absence, the shareholders or the board of managers may appoint another manager or any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by electronic mail (without electronic signature), except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by electronic mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by electronic mail (without electronic signature) or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by electronic mail or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present increase of capital, is approximately EUR 3,100.(three thousand one hundred euro).

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, she signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-sept octobre.

Par-devant Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Redange-sur Attert, agissant en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

A COMPARU:

BNP Paribas Real Estate, une société par actions simplifiée de droit français, ayant son siège social au 167, Quai de la Bataille de Stalingrad, F-92867 Issy Les Moulineaux, France, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 692 012 180,

ici représentée par Madame Magali Witwicki, employée de banque, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 21 octobre 2011.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- BNP Paribas Real Estate est l'associé unique de Pyrotex S.à.r.l., une société à responsabilité limitée constituée suivant acte reçu par Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 4 avril 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 31 mai 2008 numéro 1339 (la Société), et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié en date du 4 juillet 2011, non encore publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations.

- le capital social de la Société est actuellement fixé à HUIT MILLIONS CINQ CENT VINGT MILLE EUROS (EUR 8.520.000,-), représenté par QUATRE-VINGT-CINQ MILLE DEUX CENTS (85.200) parts sociales d'une valeur nominale de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune.

La partie comparante, représentée par son mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

BNP Paribas Real Estate, en sa qualité d'associé unique de la Société, décide d'augmenter le capital social souscrit à concurrence d'un montant de TROIS MILLIONS QUATRE CENT TRENTE MILLE EUROS (EUR 3.430.000,-) pour le porter de son montant actuel de HUIT MILLIONS CINQ CENT VINGT MILLE EUROS (EUR 8.520.000,-) à ONZE MILLIONS NEUF CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 11.950.000,-) par l'émission de TRENTE-QUATRE MILLE TROIS CENTS (34.300) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, ayant les mêmes droits que les parts sociales déjà existantes.

Souscription - Libération

Ces faits exposés, BNP Paribas Real Estate, prédésignée et représentée comme dit ci-dessus, déclare avoir souscrit aux TRENTE-QUATRE MILLE TROIS CENTS (34.300) parts sociales nouvelles et les avoir entièrement libéré par versement en espèces, de sorte que la somme de TROIS MILLIONS QUATRE CENT TRENTE MILLE EUROS (EUR 3.430.000,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Deuxième résolution

BNP Paribas Real Estate, en sa qualité d'associé unique de la Société, décide d'autoriser le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, pendant une période de 5 (cinq) ans à compter de la date des présentes, à augmenter le capital social de la Société, en une ou plusieurs fois, de HUIT MILLIONS CINQ CENT VINGT MILLE EUROS (EUR 8.520.000,-) à SOIXANTE-QUINZE MILLIONS D'EUROS (EUR 75.000.000,-).

Troisième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'associé unique décide de modifier l'article 6 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de ONZE MILLIONS NEUF CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 11.950.000,-) représenté par CENT DIX-NEUF MILLE CINQ CENTS (119.500) parts sociales, d'une valeur de CENT EUROS (EUR 100) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance sera autorisé pendant une période de 5 (cinq) ans à compter de la date des présentes (27 octobre 2011), à augmenter le capital social de la Société, en une ou plusieurs fois, de ONZE MILLIONS NEUF CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 11.950.000,-) à SOIXANTE-QUINZE MILLIONS D'EUROS (EUR 75.000.000,-):

(i) par la création et l'émission d'un maximum de SIX CENT TRENTE MILLE CINQ CENTS (630.500) parts sociales d'une valeur nominale de CENT EUROS (EUR 100,-) ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes;

(ii) à déterminer la date et le lieu où l'acte notarié constatant l'augmentation de capital sera dressé;

(iii) à émettre lesdites parts sociales à toute(s) personne(s) sur décision du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, sous réserve de l'article 6 (iv) des statuts;

(iv) à procéder à de telles émissions en réservant aux associés existants un droit préférentiel de souscription des parts sociales à émettre;

(v) à enregistrer au moyen d'un acte notarié chaque augmentation du capital social réalisée dans les limites du capital social autorisé et à modifier l'article 6 des statuts en conséquence; et

(vi) à modifier le registre des associés de la Société chaque fois qu'une augmentation du capital social est réalisée dans les limites du capital social autorisé.»

Cinquième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article douze des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

Art. 12. En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance choisira en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées des associés.

Le conseil de gérance se réunira sur la convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées des associés et les réunions du conseil de gérance; en son absence, les associés ou le conseil de gérance pourront désigner à la majorité des personnes présentes un autre gérant ou toute autre personne pour assumer la présidence pro tempore de telles réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion par courrier électronique, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par courrier électronique, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par courrier électronique ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visio-conférence ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par courrier électronique, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de l'augmentation de capital à environ EUR 3.100.(trois mille cent euros).

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que le mandataire des parties comparantes l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire

Signé: M. WITWICKI et C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 novembre 2011. Relation: LAC/2011/49039. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 décembre 2011.

Référence de publication: 2012003301/215.

(120002077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2012.

Marchall S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 67.497.

Statuts coordonnés, suite à de l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 30 septembre 2011 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 28 octobre 2011.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2012003839/13.

(120002709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Truflux, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 8A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 94.345.

Constituée par acte le 08 juillet 2003, publié au Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil spécial du 30 juillet 2003, n° 799.

Les statuts ont été modifiés par actes des 08 septembre 2003, 22 décembre 2005 20 décembre 2006 et le 20 juillet 2010 publiés au Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil spécial du 10 octobre 2003 C-n° 1065, 09 mars 2006 C-n° 503, le 21 mars 2007 C-n°418 et le 18 août 2010 C-1678.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale tenue en date du 22 décembre 2011.

L'assemblée Générale élit Monsieur Paul Mousel en tant qu'administrateur pour un terme de six ans finissant en 2017 adresse professionnelle au 8a, Bd Joseph II L-1840 Luxembourg prenant effet en date de l'Assemblée Générale et prend acte que Monsieur Mousel ne sera pas amené à intervenir dans la gestion journalière de la société.

L'Assemblée élit, en remplacement de Mazars S.A., Mazars Luxembourg S.A. inscrite au registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B159962 en tant que réviseur d'entreprises pour une durée d'un an se finissant en 2012 adresse professionnelle 10a Henri Schnadt L-2530 Luxembourg

Stéphanie Delperdange / Carlo Gockel

Administrateur / Fondé de pouvoir

Référence de publication: 2012004689/21.

(120003626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2012.

**Meat & Beef, Société à responsabilité limitée,
(anc. Etablissement HORMANS SARL).**

Siège social: L-4959 Bascharage, 17, Op Zaemer.

R.C.S. Luxembourg B 130.506.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 5 janvier 2012.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2012003840/11.

(120002880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Mer et Montagne S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 111.331.

Merci de prendre note du changement d'adresse suivant:

- Monsieur Dominique Fontaine, demeurant au 78, rue du Castel, B-6700 Arlon.

Pour extrait conforme

STRATEGO TRUST

Domiciliataire

Référence de publication: 2012003842/12.

(120002834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Metalmachine Trading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 88.826.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05.01.2012.

Fiduciaire Becker, Gales & Brunetti S.A.

Luxembourg

Référence de publication: 2012003843/12.

(120003139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Kalkalit-Lux 7 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 123.188.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale tenue en date du 19 décembre 2011 que le siège social de la société a été transféré du 47, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

De plus, l'adresse professionnelle de la personnes suivante a changée, et est désormais:

- Julien Francois, gérant: 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;

- Matthijs Bogers, gérant: 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Kalkalit-Lux 7 S.à r.l.

Représentée par Julien Francois

Gérant

Référence de publication: 2012004116/19.

(120002894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Mirowert S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 128.476.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

Référence de publication: 2012003850/11.

(120002773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

ML Newcastle Issuer, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 137.871.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1/12/2011.

Steen Foldberg

Gérant

Référence de publication: 2012003853/12.

(120002564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

ML Newcastle Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 137.870.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1/12/2011.

Steen Foldberg

Gérant

Référence de publication: 2012003854/12.

(120002565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Platina Nimbus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 139.963.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale tenue en date du 19 décembre 2011 que le siège social de la société a été transféré du 47, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

De plus, l'adresse professionnelle de la personnes suivante a changée et est désormais:

- Julien François, gérant: 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;

- Matthijs Bogers, gérant: 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Platina Nimbus S.à r.l.

Représentée par Julien François

Gérant

Référence de publication: 2012004131/19.

(120002911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

ML Whitby Issuer, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 137.869.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1/12/2011.

Steen Foldberg

Gérant

Référence de publication: 2012003855/12.

(120002567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

ML Whitby Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 137.872.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1/12/2011.

Steen Foldberg

Gérant

Référence de publication: 2012003856/12.

(120002566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

MLS Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 127.213.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2012003857/11.

(120002703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Roseway Global Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.525,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 139.966.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale tenue en date du 15 décembre 2011 que le siège social de la société a été transféré du 47, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

De plus, l'adresse professionnelle de la personnes suivante a changée et est désormais:

- Julien Francois, gérant: 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;

- Matthijs Bogers, gérant: 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2011.
Roseway Global Luxembourg S.à r.l.
Représentée par Julien Francois
Gérant

Référence de publication: 2012004137/19.

(120002860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Immo Invest H R S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9570 Wiltz, 5-7, rue des Tondeurs.

R.C.S. Luxembourg B 154.002.

L'an deux mil onze, le dix-huit novembre.

Par devant Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Wiltz.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme IMMO INVEST H R S.A., avec siège social à L-9706 CLERVAUX, 2-a, Route d'Eselborn - bureau 1A, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 27 mai 2010, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 1641 du 12 août 2010,

inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 154002.

L'assemblée est ouverte à heures sous la présidence de Monsieur Jean-Marie Ghislain HAUTREGARD, demeurant à L- Esch-sur-Alzette, 3, rue Portland, qui fait également office de scrutateur

qui désigne comme secrétaire Madame Geneviève BERTRAND, employée privée, demeurant à B-6983 La Roche-en-Ardenne, Mousny 45

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour

1. le transfert du siège social de Clervaux à L-9570 Wiltz, 5/7, rue des Tondeurs et la modification subséquente de l'article 2 premier alinéa des statuts comme suit:

« **Art. 2. (premier alinéa).** Le siège social est établi à Wiltz.»

2. la modification de l'objet social et la modification subséquente de l'article 3 des statuts

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

III. Que 100 % du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant 100 % du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, conformément à l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège de la société de Clervaux à L-9570 Wiltz, 5/7, rue des Tondeurs et la modification subséquente de l'article 2 premier alinéa des statuts comme suit:

« **Art. 2. (premier alinéa).** Le siège social est établi à Wiltz.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social de la société et modifie en conséquence l'article 3 des statuts comme suit:

« **Art. 3.** La société a pour objet la vente, l'importation, l'exportation de meubles et de biens d'aménagement d'intérieur généralement quelconques, tant modernes qu'anciens ainsi que la vente, l'importation, l'exportation de tous produits se rapportant directement ou indirectement à l'ameublement et à la décoration.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle a également pour objet le rôle de syndic immobilier et agent immobilier.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société a pour objet l'acquisition, la détention, la vente et la mise en valeur d'immeubles, en ce compris la réalisation partielle ou totale de ces derniers.

La société a encore pour objet la consultance en matière économique et commerciale.

D'une façon générale elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations commerciales et financières, mobilières et immobilières ayant un rapport direct ou indirect avec son objet social, ou susceptibles d'en favoriser l'extension et le développement.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à 10.50 heures.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mise à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 850.-€.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire.

Signé: J-M. Hautregard, G. Bertrand, Anja Holtz.

Enregistré à Wiltz, le 18 novembre 2011 - WIL/2011/907 - Reçu soixante-quinze euros = 75 €.-

Le Receveur (signé): J. Pletschette.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société aux fins d'inscription au Registre de Commerce et des Sociétés.

Wiltz, le 13 décembre 2011.

Anja HOLTZ.

Référence de publication: 2012004754/75.

(120002639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Vélizy Rose Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 157.048.

Par contrats de cessions de parts sociales du 15 novembre 2011, DEWNOS INVESTMENTS S.à r.l., immatriculée au RC Luxembourg sous le numéro B 116 983, ayant son siège social 29, Avenue Monterey à L- 2163 Luxembourg, Associé Unique de la société VELIZY ROSE INVESTMENT S.à r.l. décide de céder à la valeur nominale de 1 (un) EUR, 11 250 (onze mille deux cent cinquante) parts sociales de ladite société selon distribution suivante:

- 5 126 parts sociales à la société SPECIAL SITUATIONS REALTY PARTNERS III, L.P., immatriculée au Registre du Commerce de Guernsey sous le numéro 969,

- 4 951 parts sociales à la société SPECIAL SITUATIONS REALTY PARTNERS IV, L.P., immatriculée au Registre du Commerce de Guernsey sous le numéro 970,

- 926 parts sociales à la société SPECIAL SITUATIONS REALTY PARTNERS II, L.P., immatriculée au Registre du Commerce de Guernsey sous le numéro 635,

- 163 parts sociales à la société SPECIAL SITUATIONS REALTY

PARTNERS FF, L.P., immatriculée au Registre du Commerce de Guernsey sous le numéro 633,

- 84 parts sociales au Dr. Tim MALONN, domicilié Röntgenstr. 17 à D- 81 679 München (Allemagne).

Pour extrait

Pour la société

Référence de publication: 2012004699/23.

(120003795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2012.

Triple A Associates S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 165.783.

—
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twenty first day of December.

Before the undersigned, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

1) Mr Frédéric François POUCHAIN, born on 17 December 1971 in Brussels, Belgium, residing in 38, rue de Colinet, 1380 Lasne;

2) Mr Sandro ARDIZZONE, born on 19 December 1975 in Tubize, Belgium, residing in 60, rue de la Gripagne, 7110 La Louvière,

Such appearing parties have requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation of a limited liability company (société à responsabilité limitée) or (S.à r.l.), which they declare to organise among themselves:

Chapitre I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form and Denomination.

1.1 There is formed, between the appearing parties, or any successor thereof, a limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "TRIPLE A ASSOCIATES S.à r.l." (the "Company") which will be governed by the Luxembourg laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of 10th August 1915 on commercial companies as amended from time to time (hereafter the "Law of 1915"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles" or the "Articles of Incorporation").

Art. 2. Object.

2.1 The Company's corporate object is to act as general partner (associé gérant commandité) of "TRIPLE A VALUES S.C.A., SICAV-SIF." (the "SICAVSIF"), a Luxembourg company in form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions (S.C.A) governed by Luxembourg laws and in particular, by the the law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as amended or supplemented from time to time (the "2007 Law") and the Law of 1915.

2.2 The Company may also take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them.

2.3 The Company shall carry out any activities connected with its status of general partner of the SICAV-SIF.

2.4 The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Registered office.

3.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg.

3.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for the amendments to the Articles.

3.3 However, the Board of Managers of the Company is authorized to transfer the registered office of the Company within the city of Luxembourg.

3.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalized; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Managers.

3.5 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Chapitre II. - Capital - Shares

Art. 5. Corporate Capital.

5.1 The corporate capital is fixed at one hundred thousand Euro (EUR 100.000,-) represented by one thousand (1.000,-) shares with a par value of one hundred Euro (EUR 100,-), all subscribed and fully paid-up.

Art. 6. Modification of capital.

6.1 The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder (where there is only one shareholder) or by a decision of the general meeting of shareholders deliberating in accordance with the requirements for amendment to these Articles (in case of plurality of shareholders), in accordance with article 16 of the Articles.

Art. 7. Shares rights.

7.1 All shares will have equal rights.

Art. 8. Shares.

8.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

8.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners of a Share(s) have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares.

9.1 In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

9.2 In case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law of 1915.

9.3 In addition, each shareholder agrees that it will not pledge or grant a security interest in any share without the prior written consent of the Board of Managers.

Chapitre III. - Management

Art. 10. Management.

10.1 The Company shall be managed by a Board of Managers composed of at least two (2) members.

10.2 Managers do not need to be shareholders of the Company in which case they shall act as category B Directors. Managers being also shareholders shall act as category A directors.

10.3 The Managers are appointed for an unlimited period of time. Each Manager may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

10.4 The chairman will be appointed by the Shareholders

Art. 11. Powers of the Board of Managers.

11.1 In dealing with third parties and without prejudice to articles 10 and 12 of these Articles, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all administration and disposition acts and operations consistent with the Company's objects.

11.2 All powers not expressly reserved by law or by the Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

Art. 12. Signatory authority.

12.1 Towards third parties, the Company shall be validly bound by the joint signature of any two Managers or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by the Board of Managers.

Art. 13. Delegation of powers.

13.1 The Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be Shareholders, who shall have the powers determined by the Company and who may, if the Company so authorises, sub-delegate their powers.

13.2 The General Partner shall, among others, appoint special committees, such as an investment committee and/or an advisory committee and may appoint any other special committee as fully described, if applicable, in the Placement Memorandum, in order to conduct certain tasks and functions expressly delegated to such committee for the Management of the SICAV-SIF.

Art. 14. The Board of Managers.

14.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

14.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

14.3 No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

14.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager of the same category (A or B) as his proxy.

14.5 The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

14.6 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

14.7 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Chapitre IV. - General meeting of shareholders.

Art. 15. Power of shareholders.

15.1 Each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding.

15.2 In case of one shareholder owning all the shares, it assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders and its decisions are recorded in writing.

Art. 16. General meeting of shareholders.

16.1 Shareholders meetings may always be convened by any Manager, failing which by shareholders representing more than half of the capital of the Company.

16.2 The holding of general meetings shall not be obligatory where the number of shareholders does not exceed twenty-five. In such a case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

16.3 Should the Company have more than twenty-five shareholders, at least one annual general meeting must be held each year.

16.4 Whatever the number of shareholders, the balance sheet and profit and loss account shall be submitted to the shareholders for approval who also shall vote specifically as to whether discharge is to be given to the Board of Managers.

16.5 Collective decisions of shareholders are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the corporate capital vote in favour. If that threshold is not reached at the first meeting or first written consultation, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

16.6 However, resolutions to amend the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarters of the Company's corporate capital in accordance with the Law of 1915.

16.7 Moreover, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Chapitre V - Financial year - Balance sheet - Distribution of profits

Art. 17. Financial Year.

17.1 The Company's financial year starts on the first (1st) of January and ends on the thirty first (31st) of December of each year.

Art. 18. Balance sheet.

18.1 At the end of each financial year, the Company's accounts are established and the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

18.2 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 19. Distribution of profits.

19.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's corporate capital.

19.2 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by the Law of 1915 and by the Articles, the Board of Managers shall propose that funds available be distributed.

19.3 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such a distribution will be taken by the general meeting of the shareholders.

19.4 The Board of Managers may however decide to pay interim dividends. In such case, the general meeting of shareholders shall ratify the interim dividends and shall, upon proposal from the Board of Managers and within the limits provided by the Law of 1915 and the Articles decide to distribute what has not been paid as interim dividends or otherwise.

Chapitre VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 20. Dissolution.

20.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the shareholders.

Art. 21. Liquidation.

21.1 The liquidation of the Company can only be decided if approved by a majority of the shareholders representing three-quarters of the Company's corporate capital.

21.2 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the general meeting of the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Chapitre VII. - Applicable law

Art. 22. Applicable law.

22.1 Reference is made to the provisions of the Law of 1915 for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on the thirty first (31) of December 2012.

Subscription - Payment

The Articles having thus been established, the above-named parties have subscribed for the shares in the Company as follows:

- i. Mr Frédéric François POUCHAIN, above-named, subscribes for five hundred (500) shares, resulting in a total payment of fifty thousand Euro (EUR 50.000,-).
- ii. Mr Sandro ARDIZZONE, above-named, subscribes for five hundred (500) shares, resulting in a total payment of fifty thousand Euro (EUR 50.000,-).

All these shares have been fully paid up in cash, therefore the amount of one hundred thousand Euros (EUR 100.000,-) is as now at the disposal of the Company, evidence of which has been duly given to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand four hundred and fifty Euro (EUR 1,450.-).

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named parties, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) There shall be two (2) categories of Directors: the category A Directors and the category B Directors appointed for an unlimited period of time.

a) The following persons are appointed as category A manager:

i. Mr Frédéric François POUCHAIN, born on 17 December 1971 in Brussels, Belgium, residing in 38, rue de Colinet, 1380 Lasne;

ii. Mr Sandro ARDIZZONE, born on 19 December 1975 in Tubize, Belgium, residing in 60, rue de la Gripagne, 7110 La Louvière.

b) The following person is appointed as category B manager:

i. Mr Murad IKHTIAR, born on 26 August 1961 in Damas, Syria, residing in 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

In accordance with article 12 of the Articles, the Company shall be validly bound towards third parties, by the joint signature of any of the two (2) Managers or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by the Board of Managers.

2) The following person is appointed as chairman of the Board of Managers as provided for in article 14 of the present Articles:

i. Mr Frédéric François POUCHAIN, residing in 38, rue de Colinet, 1380 Lasne;

3) The registered office of the Company is set at 17, boulevard Royal, L2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille onze, le vingt et un décembre.

Par devant le soussigné, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

1) Monsieur Frédéric François POUCHAIN, né le 17 décembre 1971 à Bruxelles, Belgique, résidant au 38, rue de Colinet, 1380 Lasne;

2) Monsieur Sandro ARDIZZONE, né le 19 décembre 1975 à Tubize, Belgique, résidant au 60, rue de la Gripagne, 7110 La Louvière.

Lesquels comparants, ont requis le notaire instrumentant de dresser les statuts d'une société à responsabilité limitée.

Chapitre I^{er} . Forme, Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme et Nom.

1.1 Il est formé par les parties comparantes, ou tout successeur de celles-ci, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "TRIPLE A ASSOCIATES S.à r.l." (ci-après la "Société"), qui sera régie par les lois relatives à une telle entité et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi"), ainsi que par les présents statuts (ci-après les "Statuts").

Art. 2. Objet social.

2.1 La Société peut, en particulier, agir en qualité d'Associé Gérant Commandité de "TRIPLE A VALUES S.C.A., SICAV-SIF" (the "SICAV-SIF"), une société d'investissement à capital variable à compartiments multiples régie par les lois luxembourgeoises et constituée sous la forme légale d'une société en commandite par actions, qui sera régie par les lois luxembourgeoises et en particulier la loi du 10 août 1915.

2.2 L'objet social de la Société est de prendre des participations, de quelque sorte que ce soit, dans des sociétés commerciales, industrielles, financières ou autre, au Luxembourg ou à l'étranger; d'acquérir des valeurs et des droits au moyen de participation, contribution, souscription, prise ferme ou option, négociation, ou de tout autre manière, dont entre autre l'acquisition, l'exploitation et le développement de brevets et licences.

2.3 La Société accomplira toutes les activités liées à son statut d'Associé Gérant Commandité de la SICAV-SIF.

2.4 La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec toutes les matières décrites ci-dessus, de manière à faciliter l'accomplissement de son objet social.

Art. 3. Siège social.

3.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg.

3.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

3.3 Toutefois, le Conseil de Gérance est autorisé à transférer le siège social de la Société à l'intérieur de la Ville de Luxembourg.

3.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera une Société luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Conseil de Gérance.

3.5 La Société peut avoir des bureaux et succursales à la fois au Luxembourg et à l'étranger.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Capital Social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à cent mille Euros (EUR 100.000,-) représenté par mille (1.000) parts sociales. Chaque part sociale a une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-), toutes souscrites et entièrement libérées.

Art. 6. Modification du capital.

6.1 Le capital peut être modifié à tout moment par décision de l'associé unique (lorsqu'il n'y a qu'un seul associé) ou par décision de l'assemblée générale des associés délibérant de la manière prévue pour modifier les Statuts (en cas de pluralité des associés), conformément à l'article 16 des présents Statuts.

Art. 7. Droits des actions. Toutes les actions donnent droit à des droits égaux.

Art. 8. Actions.

8.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

8.2 Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par action est admis. Les copropriétaires indivis d'une part sociale (s) doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 9. Cession d'actions.

9.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales de la Société détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

9.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par les articles 189 et 190 de la Loi.

9.3 De plus, chaque associé s'engage à ne pas mettre en gage ou conférer des garanties sur les actions qu'il détient sans le consentement préalable et écrit du Conseil de Gérance.

Chapitre III. - Gérance.**Art. 10. Conseil de Gérance.**

10.1 La société est gérée par un Conseil de Gérance composé d'au moins deux (2) membres.

10.2 Les membres du Conseil de Gérance ne sont pas obligatoirement actionnaires. Dans ce cas, ils seront désignés en tant que gérants de catégorie B. Les membres du Conseil de Gérance étant également actionnaires agiront en tant que gérants de catégorie A.

10.3 Les Gérants sont nommés pour une période indéterminée. Chaque Gérant peut être révoqué avec ou sans motif par une résolution des actionnaires détenant la majorité des voix.

Art. 11. Pouvoirs du Conseil de Gérance.

11.1 Dans les rapports avec les tiers et sans préjudice des articles 10 et 12 des présents Statuts, le Conseil de Gérance a tout pouvoir pour agir au nom de la Société en toute circonstance et pour effectuer et approuver tous actes d'administration et de disposition et toutes opérations conformes à l'objet social de la Société.

11.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou par les Statuts à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du Conseil de Gérance.

Art. 12. Représentation de la société.

12.1 Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée par la signature conjointe de deux Gérants ou par la signature de toute personne à qui ce pouvoir aura été délégué par le Conseil de Gérance.

Art. 13. Délégation de pouvoir.

13.1 Tout Gérant peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées.

13.2 Tout Gérant déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces mandataires, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 14. Conseil de Gérance.

14.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

14.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

14.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

14.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

14.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou

représentés. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

14.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

14.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Chapitre IV. - Assemblée Générale des Associés.

Art. 15. Pouvoir des associés.

15.1 Tout associé peut prendre part aux décisions collectives quel ue soit le nombre de parts sociales qu'il détient. Chaque associé actionnaire a un droit de vote proportionnel à sa participation dans le capital social.

15.2 En cas d'associé unique, celui-ci exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des associés et ses décisions sont établies par écrit.

Art. 16. Assemblées Générales des Associés

16.1 Des assemblées d'associés pourront toujours être convoquées par tout Gérant, à défaut par les associés représentant plus de la moitié du capital de la Société.

16.2 La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des actionnaires n'est pas supérieur à vingt-cinq. Dans ce cas, chaque actionnaire recevra le texte des résolutions ou décisions à adopter et émettra son vote par écrit.

16.3 Lorsqu'il y aura plus de vingt-cinq associés, il devra être tenu, chaque année, au moins une assemblée générale.

16.4 Quelque soit le nombre d'associés, le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'approbation des associés qui se prononceront aussi par un vote spécial sur la décharge à donner au Conseil de Gérance.

16.5 Les décisions collectives des associés ne sont valablement prises que pour autant que les associés détenant plus de la moitié du capital social votent en leurs faveur. Si ce seuil n'est pas atteint lors de la première réunion ou première consultation écrite, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

16.6 Cependant, les résolutions modifiant les Statuts ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société, conformément à la Loi.

16.7 Par ailleurs, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des associés ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime de tous les associés et conformément à toute autre condition légale.

Chapitre V. - Année sociale - Bilan - Répartition des bénéfices

Art. 17. Année Sociale.

17.1 L'année sociale de la Société commence le premier janvier (1^{er}) et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

Art. 18. Bilan.

18.1 A la fin de chaque année sociale, les comptes de la Société sont établis et le Conseil de Gérance prépare un inventaire comportant une indication de la valeur de l'actif et du passif de la Société.

18.2 Chaque associé peut consulter cet inventaire et le bilan au siège social de la Société.

Art. 19. Répartition des Bénéfices.

19.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, des charges et des amortissements, constituent le bénéfice net. Un montant équivalent à cinq pourcent (5%) du bénéfice net de la Société sera alloué à la réserve légale jusqu'à ce que ce montant de la réserve légale atteigne dix pourcent (10%) du capital social de la Société.

19.2 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de la Loi que des statuts, le Conseil de Gérance pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

19.3 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise par l'assemblée générale des associés.

19.4 Le Conseil de Gérance peut cependant décider de distribuer des dividendes intérimaires. Dans un tel cas, l'assemblée générale des associés ratifiera les dividendes intérimaires et décidera, sur proposition du Conseil de Gérance et dans les limites fixées par la Loi et les Statuts, de distribuer ce qui n'a pas encore été payé comme dividendes intérimaires ou autrement.

Chapitre VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 20. Dissolution.

20.1 La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité ou de faillite de l'un des associés.

Art. 21. Liquidation.

21.1 La liquidation de la Société n'est possible que si elle est approuvée par la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social de la Société.

21.2 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale des associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Chapitre VII - Loi applicable

Art. 22. Loi applicable.

22.1 Il est fait référence aux prescriptions de la Loi pour toutes les matières qui ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le trente et un (31) décembre 2012.

Souscription - Paiement

Les Statuts ayant été établis, les parties mentionnées ci-dessus ont souscrit les parts sociales de la Société de la manière suivante:

(i) Monsieur Frédéric François POUCHAIN, susmentionné, souscrit à hauteur de cinq cents (500) parts sociales, pour un paiement total de cinquante mille euros (EUR 50.000,-);

(ii) Monsieur Sandro ARDIZZONE, susmentionné, souscrit à hauteur de cinq cent (500) parts sociales, pour un paiement total de cinquante mille (EUR 50.000,-).

Toutes ces actions ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de cent mille euros (EUR 100.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Estimation des coûts

Les coûts, dépenses, frais et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent à environ mille quatre cent cinquante euros (EUR 1.450,-).

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, les parties comparantes précitées, représentant la totalité du capital social souscrit et exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée, ont pris les résolutions suivantes:

2) Il y aura deux catégories de gérants: gérants de catégorie A et gérants de catégorie B.

(i) Les personnes suivantes sont nommées gérants de catégorie A de la Société:

(1) Monsieur Frédéric François POUCHAIN, né le 17 décembre 1971 à Bruxelles, Belgique, résidant au 38, rue de Colinet, 1380 Lasne;

(2) Monsieur Sandro ARDIZZONE, né le 19 décembre 1975 à Tubize, Belgique, résidant au 60, rue de la Gripagne, 7110 La Louvière.

(ii) La personne suivante est nommée gérant de catégorie B de la Société:

(1) Monsieur Murad IKHTIAR, né le 26 août 1961 à Damas, Syrie, résidant au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

Conformément à l'article 12 des présents Statuts, la Société sera valablement liée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe des Gérants ou par la signature de toute personne à qui un tel pouvoir a été délégué par le Conseil de Gérance.

3) La personne suivante est nommée présidente du Conseil de Gérance conformément à l'article 14 des présents Statuts:

(i) Monsieur Frédéric François POUCHAIN, résidant au 38, rue de Colinet, 1380 Lasne.

4) Le siège social de la Société est fixé au 17, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que les personnes comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. Sur demande des mêmes personnes comparantes, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. F. Pouchain, S. Ardizzone et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 décembre 2011. Relation: LAC/2011/58391. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Référence de publication: 2012002018/429.

(120000191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

MLTec Medizinische Laser Technologie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6774 Grevenmacher, 3, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 143.736.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2010 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012003858/10.

(120002619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

NW Europe Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 160.476.

EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de la réunion du Conseil de gérance tenue en date du 21 décembre 2011 que:

- Le siège social de la société a été transféré au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

Luxembourg, le 21 décembre 2011.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012003868/13.

(120002711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Ocean Continental S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 148.120.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Comptable B + C S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2012003869/11.

(120002597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Push The Brand advertising, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4130 Esch-sur-Alzette, 64, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 160.189.

Suite à une convention de cession de parts sociales sous-seing privé, signée par les cédants et les cessionnaires en date du 19 décembre 2011 et acceptée par le gérant au nom de la société, il résulte que le capital social de la société PUSH THE BRAND ADVERTISING SARL est désormais réparti comme suit:

MANAGEMENT GROUP SA, ayant son siège social à L-8080 Bertrange, 61 Route de Longwy, immatriculé su RCSL sous le numéro B 150 556: 100 parts

Total: CENT parts sociales

Fait à Esch / Alzette, le 19/12/2011.

Référence de publication: 2012003908/14.

(120003198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Odin Enterprises Limited SA, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 40.336.

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance que nous avons dénoncé avec effet au 05 janvier 2012 le siège social ainsi que la convention de domiciliation qui nous liait à la société

ODIN ENTERPRISES LIMITED S.A.

siège social à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 40.336.

La présente est faite aux fins de dépôt auprès de votre Registre et de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 janvier 2012.

AUDITEX Sàrl

Laurent QUEMART

Gérant

Référence de publication: 2012003879/17.

(120002746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

**Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Allianz Finance VI Luxembourg S.à r.l.).**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 157.276.

Im Jahre zweitausendelf, den zwölften Dezember,

vor dem unterzeichnenden Notar Joëlle BADEN, mit Amtssitz in Luxemburg,

ist erschienen

die Allianz Capital Partners GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung deutschen Rechts, mit Gesellschaftssitz in D-80333 München, Theresienstr. 6-8, eingetragen im Handelsregister beim Amtsgericht München unter Nummer HRB 162.836 (nachstehend der Alleinige Gesellschafter),

hier vertreten durch Maître Victoria LEYENS, avocat à la Cour, mit Berufsanschrift in Luxemburg,

aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in München, am 12. Dezember 2011.

Die Vollmacht bleibt nach ne varietur Paraphierung durch den Vertreter der Erschienenen und den unterzeichnenden Notar, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Erschienene handelt in ihrer Eigenschaft als alleiniger Gesellschafter der Allianz Finance VI Luxembourg S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts (société à responsabilité limitée) mit Gesellschaftssitz in L-2450 Luxemburg, 14, boulevard F. D. Roosevelt und eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxembourg (Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg) unter der Nummer B 157.276 (die Gesellschaft).

Die Gesellschaft wurde gegründet durch notarielle Urkunde vom 26. November 2010, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 179 vom 28. Januar 2011. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt abgeändert durch eine am 18. November 2011 durch den amtierenden Notar aufgenommenen Urkunde, auf dem Wege der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

I. Die Tagesordnung gegenwärtiger Beschlussfindung lautet wie folgt:

II. Tagesordnung

1. Änderung des Gesellschaftsnamens in "Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l." und dementsprechende Abänderung von Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft, mit folgendem Wortlaut:

" **Art. 1.** Es besteht zwischen den Erschienenen und jeder natürlichen oder juristischen Person, die in der Zukunft Gesellschafter der Gesellschaft werden könnte, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit der Firmenbezeichnung "Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l." (die Gesellschaft)."

2. Erstellung von zehn Anteilklassen A bis J und Zuordnung von jeweils 500.500 (fünfhunderttausendfünfhundert) gleichwertigen Anteilen an der Gesellschaft mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Cent) zu jeder Anteilklasse und dementsprechende Abänderung von Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft, mit folgendem Wortlaut:

" Art. 5.

5.1 Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 50.050 (fünfzigtausendfünfzig Euro), eingeteilt in:

- a. 500.500 (fünfhunderttausend fünfhundert) Klasse "A" Anteile (die Klasse A Anteile),
 - b. 500.500 (fünfhunderttausend fünfhundert) Klasse "B" Anteile (die Klasse B Anteile),
 - c. 500.500 (fünfhunderttausend fünfhundert) Klasse "C" Anteile (die Klasse C Anteile),
 - d. 500.500 (fünfhunderttausend fünfhundert) Klasse "D" Anteile (die Klasse D Anteile),
 - e. 500.500 (fünfhunderttausend fünfhundert) Klasse "E" Anteile (die Klasse E Anteile),
 - f. 500.500 (fünfhunderttausend fünfhundert) Klasse "F" Anteile (die Klasse F Anteile),
 - g. 500.500 (fünfhunderttausend fünfhundert) Klasse "G" Anteile (die Klasse G Anteile),
 - h. 500.500 (fünfhunderttausend fünfhundert) Klasse "H" Anteile (die Klasse H Anteile),
 - i. 500.500 (fünfhunderttausend fünfhundert) Klasse "I" Anteile (die Klasse I Anteile), und
 - j. 500.500 (fünfhunderttausend fünfhundert) Klasse "J" Anteile (die Klasse J Anteile),
- mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (einem Cent) pro Anteil.

Die Anteilsklassen A bis J werden gemeinschaftlich als die Anteilsklassen und jede als eine Anteilsklasse bezeichnet; die Anteile gleich welcher Anteilsklasse werden gemeinschaftlich als die Anteile und jeder als ein Anteil bezeichnet.

5.2 Zusätzlich zum Gesellschaftskapital kann die Gesellschaft ebenfalls über Augabeagio oder andere freie Rücklagen verfügen, in die jegliches Aufgeld bezüglich jeglicher Anteile oder Anteilsklassen oder Rücklagen, die den entsprechenden Anteilen oder Anteilsklassen zugeordnet sind, eingezahlt wird und auf deren Saldo jeder entsprechende Gesellschafter ausschließlich Anrecht hat. Klarstellend wird angezeigt, dass der Betrag des Aufgelds, der in Zusammenhang mit der Ausgabe jeglicher Anteile beziehungsweise Anteilsklassen oder jeglicher Betrag der in die bestimmter Anteile oder Anteilsklassen zugeordneten Rücklagen eingezahlt wird, im Falle der Entscheidung vorgenannte Beträge rückzuerstatten beziehungsweise diese Aufgelder oder Rücklagen zurückzuerstatten, den Gesellschaftern, die die entsprechende Anteile oder Anteilsklassen halten, vorbehalten ist und diesen zurückgezahlt wird.

5.3 Die Gesellschaft kann durch Entscheidung des Geschäftsführerrats ihre eigenen Anteile oder Anteilsklassen zurückkaufen und annullieren, vorbehaltlich der Verfügbarkeit ausreichender Geldmittel. Die Verfügbarkeit ausreichender Geldmittel wird durch den Geschäftsführerrat mittels Erstellung einer Zwischenbilanz der Gesellschaft bestimmt, die mindestens acht Tage vor dem Datum des Rückkaufs und der Annullierung der entsprechenden Anteile oder Anteilsklasse zu erstellen ist (die Zwischenbilanz).

5.4 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch die Annullierung einer oder mehrerer gesamten Anteilsklassen herabgesetzt werden mittels Rückkauf durch die Gesellschaft und anschließender Annullierung der gesamten Anteile, die der(n) entsprechenden Anteilsklasse(n) zugeordnet sind. Im Falle des Rückkaufs und der Annullierung von Anteilsklassen erfolgt der Rückkauf und die Annullierung in umgekehrter alphabetischer Ordnung (beginnend mit der Anteilsklasse J). Klarstellend bedeutet dies, dass der Rückkauf der Anteile der Anteilsklasse A nicht möglich ist solange die Anteile der Anteilsklasse B nicht vollständig zurückgekauft wurden; der Rückkauf der Anteile der Anteilsklasse B nicht möglich ist solange die Anteile der Anteilsklasse C nicht vollständig zurückgekauft wurden; der Rückkauf der Anteile der Anteilsklasse C nicht möglich ist solange die Anteile der Anteilsklasse D nicht vollständig zurückgekauft wurden; der Rückkauf der Anteile der Anteilsklasse D nicht möglich ist solange die Anteile der Anteilsklasse E nicht vollständig zurückgekauft wurden; der Rückkauf der Anteile der Anteilsklasse E nicht möglich ist solange die Anteile der Anteilsklasse F nicht vollständig zurückgekauft wurden; der Rückkauf der Anteile der Anteilsklasse F nicht möglich ist solange die Anteile der Anteilsklasse G nicht vollständig zurückgekauft wurden; der Rückkauf der Anteile der Anteilsklasse G nicht möglich ist solange die Anteile der Anteilsklasse H nicht vollständig zurückgekauft wurden; der Rückkauf der Anteile der Anteilsklasse H nicht möglich ist solange die Anteile der Anteilsklasse I nicht vollständig zurückgekauft wurden; der Rückkauf der Anteile der Anteilsklasse I nicht möglich ist solange die Anteile der Anteilsklasse J nicht vollständig zurückgekauft wurden.

5.5 Im Falle des Rückkaufs und der Annullierung einer Anteilsklasse (der Ordnung folgend, die in diesem Artikel 5 bezüglich der Kapitalherabsetzung angegeben ist, geben diese Anteilsklassen dem(n) Gesellschafter(n) anteilmäßig zu deren Beteiligung Anrecht auf den verfügbaren Betrag, nachfolgend definiert, jedoch mit der Begrenzung in Höhe des durch den alleinigen Geschäftsführer beziehungsweise Geschäftsführerrat bestimmten Globalen Annullierungsbetrag, nachfolgend definiert) erhält der Eigentümer der zurückgekauften und annullierten Anteilsklasse von der Gesellschaft einen dem Annullierungswert pro Anteil, nachfolgend definiert, entsprechenden Betrag für jeden gehaltenen Anteil der entsprechenden Anteilsklasse.

Verfügbarer Betrag bedeutet der Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich vorgetragener Gewinne), zuzüglich (i) jeglicher frei verteilter Rücklagen in Einklang mit Artikel 5.2 der Satzung, und (ii) gegebenenfalls des Betrags der Herabsetzung des Gesellschaftskapitals und der gesetzlichen Rücklage in Bezug auf die zu annullierende Anteilsklasse, in dem Maße in dem der betreffende Betrag eine verfügbare Rücklage darstellt, jedoch abzüglich (i) jeglicher Verluste (einschließlich vorgetragener Verluste), und (ii) jeglicher Summen, die gemäß den Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften oder der Satzung der Gesellschaft in die Rücklage (n) der Gesellschaft einzuzahlen sind und entsprechend der Zwischenbilanz der Gesellschaft (ohne dass diese doppelt gezählt werden), sodass: $AA = (NP+ P+ CR) - (L + LR)$

wobei:

AA= Verfügbarer Betrag

NP= Nettogewinn (einschließlich vorgetragene Gewinne)

P= jegliche verfügbare (bzw. frei verteilbare) Rücklagen

CR= der Betrag der Herabsetzung des Gesellschaftskapitals sowie der gesetzlichen Rücklage bezüglich der zu annullierenden Anteilsklasse

L= Verluste (einschließlich der vorgetragenen Verluste)

LR= jegliche Summen, die gemäß den Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften oder der Satzung der Gesellschaft in die Rücklage(n) einzuzahlen sind

Globaler Annullierungsbetrag bedeutet ein auf Basis der Zwischenbilanz durch den Geschäftsführerrat bestimmte und durch den alleinigen Gesellschafter beziehungsweise die Gesellschafter gutgeheißene Betrag. Der Globale Annullierungsbetrag für jede der Anteilsklassen J, I, H, G, F, E, D, C, B und A ist der Verfügbarer Betrag für jede entsprechende Anteilsklasse zum Zeitpunkt des Rückkaufs und anschließender Annullierung der entsprechenden Anteilsklasse.

Annullierungswert pro Anteil bedeutet der Betrag, der durch Teilung des Globalen Annullierungsbetrags durch die Anzahl der Anteile, die in der zurückzukaufenden und zu annullierenden Anteilsklasse ausgegeben wurden.

5.6 Bei Rückkauf und Annullierung der Anteile der entsprechenden Anteilsklasse wird der Annullierungswert pro Anteil fällig und ist durch die Gesellschaft auszuführen.

5.7 Die so zurückgekauften Anteile werden in Einklang mit den anwendbaren Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften umgehend annulliert."

3. Anpassung der Satzung der Gesellschaft, um diese in Einklang mit dem abgeänderten Artikel 5 der Satzung gemäß des voranstehenden Beschlusses zu bringen und dementsprechend:

(a) Artikel 6 der Satzung wie folgt abzuändern:

" **Art. 6.** Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 5 kann das Gesellschaftskapital jederzeit von dem einzigen Gesellschafter oder von den Gesellschaftern gemäß Artikel 13 dieser Satzung abgeändert werden."

(b) Artikel 7 der Satzung der Gesellschaft zu streichen und die Nummerierung der Artikel der Satzung entsprechend anzupassen.

(c) Artikel 7 und 8 (vormals 8 und 9) der englischen Fassung der Satzung mit den Definitionen des abgeänderten Artikels 5 der Satzung gemäß des voranstehenden Beschlusses in Einklang zu bringen und dementsprechend die Begriffe "shares" durch "Shares" zu ersetzen, sodass die Artikel 7 und 8 der englischen Fassung der Satzung demnach folgenden Wortlaut haben:

" **Art. 7.** Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, and only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company."

" **Art. 8.** The transfer of Shares held by any shareholder which is subject to the German Insurance Supervision Act must be authorised, prior to the transfer, by the appointed trustee or one of its agents in accordance with § 70 of the German Insurance Supervision Act, provided that these Shares are affected to the guarantee assets."

4. Artikel 15 (vormals Artikel 16) der Satzung der Gesellschaft abzuändern, mit folgenden Wortlaut:

" **Art. 15.**

15.1 Die Einkünfte aus der Rechnungslegung, minus die allgemeinen Kosten und Abschreibungen, bilden den Reingewinn der Gesellschaft. Aus diesem Reingewinn sind fünf Prozent (5%) für die Bildung eines gesetzlichen Reservefonds zurückzustellen, bis dieser Reservefonds zehn Prozent (10%) des nominellen Gesellschaftskapital erreicht hat. Der verbleibende Reingewinn kann an die Gesellschafter entsprechend ihrer Kapitalbeteiligung ausgeschüttet werden.

15.2 In dem Maße in dem Geldmittel auf der Ebene der Gesellschaft zur Ausschüttung verfügbar sind und insoweit eine Ausschüttung gemäß des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften sowie der Satzung der Gesellschaft erlaubt ist, kann der Geschäftsführerrat die Auszahlung von Zwischendividende vorschlagen. Die Entscheidung, den Verfügbarer Betrag auszuführen sowie die Bestimmung der Höhe des Betrags einer Auszahlung ist durch den alleinigen Gesellschafter beziehungsweise die Gesellschafter durch einfache Mehrheit der Gesellschafter zu treffen. Jeder Gesellschafter hat Anrecht auf eine anteilmäßige Dividendenzahlung entsprechend 0.25% des Nennwerts der durch die Gesellschaft ausgegebenen Anteile. Klarstellend wird vermerkt, dass das alleinige Bestehen eines Verfügbarer Betrags nicht automatisch einen Anspruch der Gesellschafter auf Auszahlung begründet, da in Einklang mit den voranstehenden Bestimmungen, jegliche Auszahlung (sowie die Bestimmung des Betrags dieser Auszahlung) der Bestätigung durch die Gesellschafter unterliegt.

15.3 Unbeschadet der voranstehenden Bestimmungen kann der Geschäftsführerrat vor Ablauf des Geschäftsjahres entscheiden, Zwischendividenden an den bzw. die Gesellschafter auszuführen, dies auf Basis der Bilanz der Gesellschaft, die ausreichende verfügbare Mittel zur Auszahlung ausweist, wissend, dass (i) der auszuführende Betrag, falls anwendbar, nicht die seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres erzielten Gewinne, zuzüglich vorgetragener Gewinne, Ausgabeagio und verteilter Rücklagen, jedoch abzüglich vorgetragener Verluste sowie die gemäß des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und der Satzung der Gesellschaft in die Rücklage(n) der Gesellschaften

einzuzahlenden Beträge, nicht übersteigen darf und dass (ii) jegliche ausgezahlte Beträge, die gegenwärtige Gewinne der Gesellschaft übersteigen durch den bzw. die Gesellschafter rückzuerstatten sind."

5. Artikel 16 (vormals Artikel 17) der Satzung der Gesellschaft durch Einfügen eines neuen Paragraphen abzuändern, mit folgenden Wortlaut:

" **Art. 16.** Die Liquidierung der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Liquidatoren vorgenommen. Die Liquidatoren können Gesellschafter oder Nichtgesellschafter sein. Sie werden von der Gesellschafterversammlung ernannt, die ihre Rechte und ihr Gehalt festlegt.

Nach Begleichung aller Schulden und jeglicher Kosten der Gesellschaft und der Kosten der Liquidierung wird der Nettoertrag der Liquidierung an den alleinigen Gesellschafter bzw. die Gesellschafter in Einklang mit und mit dem Ziel, das gleiche wirtschaftliche Resultat zu erreichen wie unter Anwendung der bei Dividendenausschüttungen anwendbaren Regeln."

II. Sodann trifft der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter beschließt, den Gesellschaftsnamen der Gesellschaft in "Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l." umzuändern und dementsprechend Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, mit folgendem Wortlaut:

" **Art. 1.** Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit der Firmenbezeichnung "Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l." (die Gesellschaft)."

Zweiter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter beschließt, zehn Anteilsklassen A bis J zu erstellen und jeweils 500.500 (fünfhunderttausendfünfhundert) gleichwertige Anteile an der Gesellschaft mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Cent) jeder Anteilsklasse zuzuordnen und dementsprechend Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft wie folgt abzuändern:

" **Art. 5.**

5.1 Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 50.050 (fünfzigtausendfünfzig Euro), eingeteilt in:

- a. 500.500 (fünfhunderttausend fünf hundred) Klasse "A" Anteile (die Klasse A Anteile),
 - b. 500.500 (fünfhunderttausend fünf hundred) Klasse "B" Anteile (die Klasse B Anteile),
 - c. 500.500 (fünfhunderttausend fünf hundred) Klasse "C" Anteile (die Klasse C Anteile),
 - d. 500.500 (fünfhunderttausend fünf hundred) Klasse "D" Anteile (die Klasse D Anteile),
 - e. 500.500 (fünfhunderttausend fünf hundred) Klasse "E" Anteile (die Klasse E Anteile),
 - f. 500.500 (fünfhunderttausend fünf hundred) Klasse "F" Anteile (die Klasse F Anteile),
 - g. 500.500 (fünfhunderttausend fünf hundred) Klasse "G" Anteile (die Klasse G Anteile),
 - h. 500.500 (fünfhunderttausend fünf hundred) Klasse "H" Anteile (die Klasse H Anteile),
 - i. 500.500 (fünfhunderttausend fünf hundred) Klasse "I" Anteile (die Klasse I Anteile), und
 - j. 500.500 (fünfhunderttausend fünf hundred) Klasse "J" Anteile (die Klasse J Anteile),
- mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (einem Cent) pro Anteil.

Die Anteilsklassen A bis J werden gemeinschaftlich als die Anteilsklassen und jede als eine Anteilsklasse bezeichnet; die Anteile gleich welcher Anteilsklasse werden gemeinschaftlich als die Anteile und jeder als ein Anteil bezeichnet.

5.2 Zusätzlich zum Gesellschaftskapital kann die Gesellschaft ebenfalls über Ausgabeagio oder andere freie Rücklagen verfügen, in die jegliches Aufgeld bezüglich jeglicher Anteile oder Anteilsklassen oder Rücklagen, die den entsprechenden Anteilen oder Anteilsklassen zugeordnet sind, eingezahlt wird und auf deren Saldo jeder entsprechende Gesellschafter ausschließlich Anrecht hat. Klarstellend wird angezeigt, dass der Betrag des Aufgelds, der in Zusammenhang mit der Ausgabe jeglicher Anteile beziehungsweise Anteilsklassen oder jeglicher Betrag der in die bestimmter Anteile oder Anteilsklassen zugeordneten Rücklagen eingezahlt wird, im Falle der Entscheidung vorgenannte Beträge rückzuerstatten beziehungsweise diese Aufgelder oder Rücklagen zurückzuerstatten, den Gesellschaftern, die die entsprechende Anteile oder Anteilsklassen halten, vorbehalten ist und diesen zurückgezahlt wird.

5.3 Die Gesellschaft kann durch Entscheidung des Geschäftsführerrats ihre eigenen Anteile oder Anteilsklassen zurückkaufen und annullieren, vorbehaltlich der Verfügbarkeit ausreichender Geldmittel. Die Verfügbarkeit ausreichender Geldmittel wird durch den Geschäftsführerrat mittels Erstellung einer Zwischenbilanz der Gesellschaft bestimmt, die mindestens acht Tage vor dem Datum des Rückkaufs und der Annullierung der entsprechenden Anteile oder Anteilsklasse zu erstellen ist (die Zwischenbilanz).

5.4 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch die Annullierung einer oder mehrerer gesamten Anteilsklassen herabgesetzt werden mittels Rückkauf durch die Gesellschaft und anschließender Annullierung der gesamten Anteile, die der(n) entsprechenden Anteilsklasse(n) zugeordnet sind. Im Falle des Rückkaufs und der Annullierung von Anteilsklassen erfolgt der Rückkauf und die Annullierung in umgekehrter alphabetischer Ordnung (beginnend mit der Anteilsklasse J). Klarstellend bedeutet dies, dass der Rückkauf der Anteile der Anteilsklasse A nicht möglich ist solange die Anteile der Anteilsklasse B nicht vollständig zurückgekauft wurden; der Rückkauf der Anteile der Anteilsklasse B nicht möglich ist

solange die Anteile der Anteilsklasse C nicht vollständig zurückgekauft wurden; der Rückkauf der Anteile der Anteilsklasse C nicht möglich ist solange die Anteile der Anteilsklasse D nicht vollständig zurückgekauft wurden; der Rückkauf der Anteile der Anteilsklasse D nicht möglich ist solange die Anteile der Anteilsklasse E nicht vollständig zurückgekauft wurden; der Rückkauf der Anteile der Anteilsklasse E nicht möglich ist solange die Anteile der Anteilsklasse F nicht vollständig zurückgekauft wurden; der Rückkauf der Anteile der Anteilsklasse F nicht möglich ist solange die Anteile der Anteilsklasse G nicht vollständig zurückgekauft wurden; der Rückkauf der Anteile der Anteilsklasse G nicht möglich ist solange die Anteile der Anteilsklasse H nicht vollständig zurückgekauft wurden; der Rückkauf der Anteile der Anteilsklasse H nicht möglich ist solange die Anteile der Anteilsklasse I nicht vollständig zurückgekauft wurden; der Rückkauf der Anteile der Anteilsklasse I nicht möglich ist solange die Anteile der Anteilsklasse J nicht vollständig zurückgekauft wurden.

5.5 Im Falle des Rückkaufs und der Annullierung einer Anteilsklasse (der Ordnung folgend, die in diesem Artikel 5 bezüglich der Kapitalherabsetzung angegeben ist, geben diese Anteilsklassen dem(n) Gesellschafter(n) anteilmäßig zu deren Beteiligung Anrecht auf den Verfügbaren Betrag, nachfolgend definiert, jedoch mit der Begrenzung in Höhe des durch den alleinigen Geschäftsführer beziehungsweise Geschäftsführerrat bestimmten Globalen Annullierungsbetrag, nachfolgend definiert) erhält der Eigentümer der zurückgekauften und annullierten Anteilsklasse von der Gesellschaft einen dem Annullierungswert pro Anteil, nachfolgend definiert, entsprechenden Betrag für jeden gehaltenen Anteil der entsprechenden Anteilsklasse.

Verfügbare Betrag bedeutet der Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich vorgetragener Gewinne), zuzüglich (i) jeglicher frei verteilter Rücklagen in Einklang mit Artikel 5.2 der Satzung, und (ii) gegebenenfalls des Betrags der Herabsetzung des Gesellschaftskapitals und der gesetzlichen Rücklage in Bezug auf die zu annullierende Anteilsklasse, in dem Maße in dem der betreffende Betrag eine verfügbare Rücklage darstellt, jedoch abzüglich (i) jeglicher Verluste (einschließlich vorgetragener Verluste), und (ii) jeglicher Summen, die gemäß den Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften oder der Satzung der Gesellschaft in die Rücklage (n) der Gesellschaft einzuzahlen sind und entsprechend der Zwischenbilanz der Gesellschaft (ohne dass diese doppelt gezählt werden), sodass: $AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$

wobei:

AA= Verfügbare Betrag

NP= Nettogewinn (einschließlich vorgetragene Gewinne)

P= jegliche verfügbare (bzw. frei verteilbare) Rücklagen

CR= der Betrag der Herabsetzung des Gesellschaftskapitals sowie der gesetzlichen Rücklage bezüglich der zu annullierenden Anteilsklasse

L= Verluste (einschließlich der vorgetragenen Verluste)

LR= jegliche Summen, die gemäß den Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften oder der Satzung der Gesellschaft in die Rücklage(n) einzuzahlen sind

Globaler Annullierungsbetrag bedeutet ein auf Basis der Zwischenbilanz durch den Geschäftsführerrat bestimmte und durch den alleinigen Gesellschafter beziehungsweise die Gesellschafter gutgeheißene Betrag. Der Globale Annullierungsbetrag für jede der Anteilsklassen J, I, H, G, F, E, D, C, B und A ist der Verfügbare Betrag für jede entsprechende Anteilsklasse zum Zeitpunkt des Rückkaufs und anschließender Annullierung der entsprechenden Anteilsklasse.

Annullierungswert pro Anteil bedeutet der Betrag, der durch Teilung des Globalen Annullierungsbetrags durch die Anzahl der Anteile, die in der zurückzukaufenden und zu annullierenden Anteilsklasse ausgegeben wurden.

5.6 Bei Rückkauf und Annullierung der Anteile der entsprechenden Anteilsklasse wird der Annullierungswert pro Anteil fällig und ist durch die Gesellschaft auszuführen.

5.7 Die so zurückgekauften Anteile werden in Einklang mit den anwendbaren Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften umgehend annulliert."

Dritter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter beschließt, die Satzung der Gesellschaft abzuändern, um diese in Einklang mit dem abgeänderten Artikel 5 der Satzung gemäß des voranstehenden Beschlusses zu bringen und dementsprechend:

(a) Artikel 6 der Satzung wie folgt abzuändern:

" **Art. 6.** Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 5 kann das Gesellschaftskapital jederzeit von dem einzigen Gesellschafter oder von den Gesellschaftern gemäß Artikel 13 dieser Satzung abgeändert werden."

(b) Artikel 7 der Satzung der Gesellschaft zu streichen und die Nummerierung der Artikel der Satzung entsprechend anzupassen.

(c) Artikel 7 und 8 (vormals 8 und 9) der englischen Fassung der Satzung mit den Definitionen des abgeänderten Artikels 5 der Satzung gemäß des voranstehenden Beschlusses in Einklang zu bringen und dementsprechend die Begriffe "shares" durch "Shares" zu ersetzen, sodass die Artikel 7 und 8 der englischen Fassung der Satzung demnach folgenden Wortlaut haben:

" **Art. 7.** Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, and only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company."

" **Art. 8.** The transfer of Shares held by any shareholder which is subject to the German Insurance Supervision Act must be authorised, prior to the transfer, by the appointed trustee or one of its agents in accordance with § 70 of the German Insurance Supervision Act, provided that these Shares are affected to the guarantee assets."

Vierter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter beschließt, Artikel 15 (vormals Artikel 16) der Satzung der Gesellschaft wie folgt abzuändern:

" **Art. 15.**

15.1 Die Einkünfte aus der Rechnungslegung, minus die allgemeinen Kosten und Abschreibungen, bilden den Reingewinn der Gesellschaft. Aus diesem Reingewinn sind fünf Prozent (5%) für die Bildung eines gesetzlichen Reservefonds zurückzustellen, bis dieser Reservefonds zehn Prozent (10%) des nominellen Gesellschaftskapital erreicht hat. Der verbleibende Reingewinn kann an die Gesellschafter entsprechend ihrer Kapitalbeteiligung ausgeschüttet werden.

15.2 In dem Maße in dem Geldmittel auf der Ebene der Gesellschaft zur Ausschüttung verfügbar sind und insoweit eine Ausschüttung gemäß des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften sowie der Satzung der Gesellschaft erlaubt ist, kann der Geschäftsführerrat die Auszahlung von Zwischendividende vorschlagen. Die Entscheidung, den Verfügbaren Betrag auszuzahlen sowie die Bestimmung der Höhe des Betrags einer Auszahlung ist durch den alleinigen Gesellschafter beziehungsweise die Gesellschafter durch einfache Mehrheit der Gesellschafter zu treffen. Jeder Gesellschafter hat Anrecht auf eine anteilmäßige Dividendenzahlung entsprechend 0.25% des Nennwerts der durch die Gesellschaft ausgegebenen Anteile. Klarstellend wird vermerkt, dass das alleinige Bestehen eines Verfügbaren Betrags nicht automatisch einen Anspruch der Gesellschafter auf Auszahlung begründet, da in Einklang mit den voranstehenden Bestimmungen, jegliche Auszahlung (sowie die Bestimmung des Betrags dieser Auszahlung) der Bestätigung durch die Gesellschafter unterliegt.

15.3 Unbeschadet der voranstehenden Bestimmungen kann der Geschäftsführerrat vor Ablauf des Geschäftsjahres entscheiden, Zwischendividenden an den bzw. die Gesellschafter auszuzahlen, dies auf Basis der Bilanz der Gesellschaft, die ausreichende verfügbare Mittel zur Auszahlung ausweist, wissend, dass (i) der auszuzahlende Betrag, falls anwendbar, nicht die seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres erzielten Gewinne, zuzüglich vorgetragener Gewinne, Ausgabeagio und verteilter Rücklagen, jedoch abzüglich vorgetragener Verluste sowie die gemäß des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und der Satzung der Gesellschaft in die Rücklage(n) der Gesellschaften einzuzahlenden Beträge, nicht übersteigen darf und dass (ii) jegliche ausgezahlte Beträge, die gegenwärtige Gewinne der Gesellschaft übersteigen durch den bzw. die Gesellschafter rückzuerstatten sind."

Fünfter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter beschließt, Artikel 16 (vormals Artikel 17) der Satzung der Gesellschaft wie folgt abzuändern:

" **Art. 16.** Die Liquidierung der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Liquidatoren vorgenommen. Die Liquidatoren können Gesellschafter oder Nichtgesellschafter sein. Sie werden von der Gesellschafterversammlung ernannt, die ihre Rechte und ihr Gehalt festlegt.

Nach Begleichung aller Schulden und jeglicher Kosten der Gesellschaft und der Kosten der Liquidierung wird der Nettoertrag der Liquidierung an den alleinigen Gesellschafter bzw. die Gesellschafter in Einklang mit und mit dem Ziel, das gleiche wirtschaftliche Resultat zu erreichen wie unter Anwendung der bei Dividendenausschüttungen anwendbaren Regeln."

Gebühren

Die Gebühren, Ausgaben, Honorare und sonstige Verbindlichkeiten welcher Art auch immer, die durch die vorliegende Beurkundung entstehen, gehen zulasten der Gesellschaft und betragen schätzungsweise EUR 1.700 (tausendsiebenhundert Euro).

Der unterzeichnende Notar, der englischen Sprache mächtig, stellt hiermit fest, dass auf Verlangen der erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in deutscher Sprache verfasst ist, gefolgt von einer englischen Übersetzung; auf Verlangen des Bevollmächtigten der erschienenen Partei und im Falle von Unstimmigkeiten zwischen der deutschen und der englischen Fassung, ist die deutsche Fassung maßgebend.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Luxemburg, in der Amtsstube des unterzeichnenden Notars, an dem eingangs erwähnten Datum.

Und nach Vorlesung alles Vorherstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Partei, hat derselbe zusammen mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Folgt die englische Übersetzung des Vorausgegangenen:

In the year two thousand and eleven, on the twelfth December,
before Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg,
there appeared

Allianz Capital Partners GmbH, a private limited liability company incorporated under the laws of Germany, with registered office at Theresienstr. 6-8 in D-80333 Munich, registered with the trade register of the local court of Munich under number HRB 162.836 (hereinafter the Sole Shareholder),

hereby represented by Maître Victoria LEYENS, attorney at law (avocat à la Cour), having her professional address in Luxembourg,

by virtue of a power of attorney under private seal, given in Munich, on 12 December 2011.

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain annexed to the present minutes.

The appearing party acts in its capacity as sole shareholder Allianz Finance VI Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg) under the number B 157.276 (the Company).

The Company has been incorporated pursuant to a notarial deed dated 26 November 2010, published in the Luxembourg Official Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) of 28 January 2011 under number 179. The Company's articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated 18 November 2011, currently in the process of publication in the Luxembourg Official Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations).

I. The Agenda of the present resolutions reads as follows:

Agenda

1. Modification of the Company's company name to "Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l." and corresponding modification of Article 1 of the Company's articles of association with the following wording:

" **Art. 1.** There exists between the appeared persons and every natural or legal person, which could become shareholder of the Company in the future, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of "Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l." (the Company)."

2. Creation of ten classes of shares A to J and allocation of 500,500 (five hundred thousand five hundred) equal shares, having a nominal value of EUR 0.01 (one Cent) to each class of shares and corresponding modification of article 5 of the Company's articles of association, with the following wording:

" **Art. 5.**

5.1 The Company's share capital is fixed at EUR 50.050 (fifty thousand and fifty euro), represented by:

- a. 500,500 (five hundred thousand five hundred) class "A" shares (the Class A Shares),
- b. 500,500 (five hundred thousand five hundred) class "B" shares (the Class B Shares),
- c. 500,500 (five hundred thousand five hundred) class "C" shares (the Class C Shares),
- d. 500,500 (five hundred thousand five hundred) class "D" shares (the Class D Shares),
- e. 500,500 (five hundred thousand five hundred) class "E" shares (the Class E Shares),
- f. 500,500 (five hundred thousand five hundred) class "F" shares (the Class F Shares),
- g. 500,500 (five hundred thousand five hundred) class "G" shares (the Class G Shares),
- h. 500,500 (five hundred thousand five hundred) class "H" shares (the Class H Shares),
- i. 500,500 (five hundred thousand five hundred) class "I" shares (the Class I Shares), and
- j. 500,500 (five hundred thousand five hundred) class "J" shares (the Class J Shares)

having a nominal value of EUR 0.01 (one cent) per share each.

The Class A to J Shares are jointly referred to as the Classes of Shares and each a Class of Shares; and the shares of any Class of Shares are jointly referred to as the Shares and each a Share.

5.2 In addition to the share capital, the Company may have free share premium or other reserve accounts, into which any premium paid on any Share or Class of Shares or reserve allocated to any Share or Class of Shares is transferred and the balance on which each corresponding shareholder(s) has exclusive entitlement to, it being understood that any amount of share premium paid in relation to the issue of any Share or Class of Shares or any amount of reserve allocated to any Share or Class of Shares, shall be reserved and repaid to the shareholder(s) of such Share or Class of Shares, in case of a decision to repay or otherwise proceed with the reimbursement of such share premium or reserve.

5.3 The Company can proceed to the repurchase and cancellation of its own Shares or Class of Shares by decisions of its board of managers subject to the availability of funds determined by the board of managers on the basis of interim accounts of the Company established no earlier than eight days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Shares or Class of Shares (the Interim Accounts).

5.4 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of one or more entire Classes of Shares through the repurchase by the Company and subsequent cancellation of all the Shares in issue in such Class(es) of Shares. In the case of repurchases and cancellations of Classes of Shares, such repurchase and cancellations of Classes of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class J). For the avoidance of doubt, no Class A Shares may

be repurchased if at the time of the repurchase any Class B Shares are outstanding; no Class B Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class C Shares are outstanding; no Class C Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class D Shares are outstanding; no Class D Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class E Shares are outstanding; no Class E Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class F Shares are outstanding; no Class F Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class G Shares are outstanding; no Class G Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class H Shares are outstanding; no Class H Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class I Shares are outstanding; no Class I Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class J Shares are outstanding.

5.5 In the event of a repurchase and cancellation of a Class of Shares (in the order provided for in this article 5 for the purpose of a share capital reduction, such Class of Shares shall give right to the holder(s) thereof pro rata to their holding in such Class of Shares to the Available Amount, as defined hereafter, (with the limitation however to the Total Cancellation Amount, as defined hereafter, as determined by the Board of Managers or the Sole Manager) and the holders of the repurchased and cancelled Class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share, as defined hereafter, for each Share of the relevant Class of Shares held by them.

Available Amount means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by (i) any freely distributable reserves as reserved in accordance with article 5.2 of this articles of association, and (ii) as the case may be, by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled, to the extent this amount constitute an available reserve, but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended or the Company's articles of association, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that $AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$

Whereby:

AA= Available Amount

NP= net profits (including carried forward profits)

P= any freely distributable reserves

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled

L= losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended or the Company's articles of association.

Total Cancellation Amount means an amount determined by the board of managers and approved by the sole shareholder or the shareholders on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each of the Classes J, I, H, G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant Class at the time of the repurchase and subsequent cancellation of the relevant Class of Shares.

Cancellation Value Per Share means an amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the Class of Shares to be repurchased and cancelled.

5.6 Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant Class of Shares, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

5.7 The Shares so repurchased shall be immediately cancelled in accordance with applicable provisions of the act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended."

3. Adaptation of the Company's articles of association subsequently to the modification of article 5 of the Company's articles of association in accordance with the aforementioned resolution:

(a) modification of article 6 of the Company's articles of association with the following wording:

" **Art. 6.** Notwithstanding article 5, the share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholders, in accordance with article 13 of these articles of association."

(b) deletion of article 7 of the Company's articles of association and adaptation of the numbering of the articles of the articles of association in accordance therewith.

(c) Adaptation of articles 7 and 8 (formerly 8 und 9) of the English version of the Company's articles of association in accordance with the definitions of the modified article 5 of the articles of association in accordance with the aforementioned resolution and to change accordingly "shares" to "Shares" so that article 7 and 8 of the English version of the articles of association read as follows:

" **Art. 7.** Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, and only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. "

" **Art. 8.** The transfer of Shares held by any shareholder which is subject to the German Insurance Supervision Act must be authorised, prior to the transfer, by the appointed trustee or one of its agents in accordance with § 70 of the German Insurance Supervision Act, provided that these Shares are affected to the guarantee assets."

4. Modification of article 15 (formerly article 16) of the Company's articles of association, with the following wording:

" **Art. 15.**

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent. (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by the Companies Act and the Company's articles of association, the board of managers shall propose that cash available for remittance be distributed. The decision whether to distribute the Available Amount and the determination of the amount of such a distribution will be taken by the sole shareholder or a majority vote of the shareholders and each holder of Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a dividend representing 0.25% of the nominal value of the Shares issued by the Company. For the avoidance of doubt, the mere existence of an Available Amount does not establish a claim of the shareholders on its distribution given that, in accordance with the above mentioned provisions, any such distribution (and the determination of the amount thereof) are subject to prior shareholders' approval.

15.3 Notwithstanding the preceding provisions, the board of managers may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits, share premium and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Companies Act or the Company's articles of association and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholder(s)."

5. Modification of article 16 (formerly article 17) of the Company's articles of association, by adding a second paragraph to the aforementioned article with the following wording:

" **Art. 16.** At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the sole shareholder or the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set for dividend distributions."

II. Thereafter, the Sole Shareholder passes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to modify the Company's company name to "Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l." and to modify article 1 of the Company's articles of association accordingly with the following wording:

" **Art. 1.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l." (the Company)."

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to create ten classes of shares A to J and to allocate 500,500 (five hundred thousand five hundred) equal shares, having a nominal value of EUR 0.01 (one Cent) to each class of shares and to modify accordingly article 5 of the Company's articles of association, with the following wording:

" **Art. 5.**

5.1 The Company's share capital is fixed at EUR 50.050 (fifty thousand and fifty euro), represented by:

- a. 500,500 (five hundred thousand five hundred) class "A" shares (the Class A Shares),
 - b. 500,500 (five hundred thousand five hundred) class "B" shares (the Class B Shares),
 - c. 500,500 (five hundred thousand five hundred) class "C" shares (the Class C Shares),
 - d. 500,500 (five hundred thousand five hundred) class "D" shares (the Class D Shares),
 - e. 500,500 (five hundred thousand five hundred) class "E" shares (the Class E Shares),
 - f. 500,500 (five hundred thousand five hundred) class "F" shares (the Class F Shares),
 - g. 500,500 (five hundred thousand five hundred) class "G" shares (the Class G Shares),
 - h. 500,500 (five hundred thousand five hundred) class "H" shares (the Class H Shares),
 - i. 500,500 (five hundred thousand five hundred) class "I" shares (the Class I Shares), and
 - j. 500,500 (five hundred thousand five hundred) class "J" shares (the Class J Shares)
- having a nominal value of EUR 0.01 (one cent) per share each.

The Class A to J Shares are jointly referred to as the Classes of Shares and each a Class of Shares; and the shares of any Class of Shares are jointly referred to as the Shares and each a Share.

5.2 In addition to the share capital, the Company may have free share premium or other reserve accounts, into which any premium paid on any Share or Class of Shares or reserve allocated to any Share or Class of Shares is transferred and the balance on which each corresponding shareholder(s) has exclusive entitlement to, it being understood that any amount of share premium paid in relation to the issue of any Share or Class of Shares or any amount of reserve allocated to any

Share or Class of Shares, shall be reserved and repaid to the shareholder(s) of such Share or Class of Shares, in case of a decision to repay or otherwise proceed with the reimbursement of such share premium or reserve.

5.3 The Company can proceed to the repurchase and cancellation of its own Shares or Class of Shares by decisions of its board of managers subject to the availability of funds determined by the board of managers on the basis of interim accounts of the Company established no earlier than eight days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Shares or Class of Shares (the Interim Accounts).

5.4 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of one or more entire Classes of Shares through the repurchase by the Company and subsequent cancellation of all the Shares in issue in such Class(es) of Shares. In the case of repurchases and cancellations of Classes of Shares, such repurchase and cancellations of Classes of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class J). For the avoidance of doubt, no Class A Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class B Shares are outstanding; no Class B Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class C Shares are outstanding; no Class C Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class D Shares are outstanding; no Class D Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class E Shares are outstanding; no Class E Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class F Shares are outstanding; no Class F Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class G Shares are outstanding; no Class G Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class H Shares are outstanding; no Class H Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class I Shares are outstanding; no Class I Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class J Shares are outstanding.

5.5 In the event of a repurchase and cancellation of a Class of Shares (in the order provided for in this article 5 for the purpose of a share capital reduction, such Class of Shares shall give right to the holder(s) thereof pro rata to their holding in such Class of Shares to the Available Amount, as defined hereafter, (with the limitation however to the Total Cancellation Amount, as defined hereafter, as determined by the Board of Managers or the Sole Manager) and the holders of the repurchased and cancelled Class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share, as defined hereafter, for each Share of the relevant Class of Shares held by them.

Available Amount means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by (i) any freely distributable reserves as reserved in accordance with article 5.2 of this articles of association, and (ii) as the case may be, by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled, to the extent this amount constitute an available reserve, but reduced by (i) any losses (including carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended or the Company's articles of association, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that $AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$

Whereby:

AA= Available Amount

NP= net profits (including carried forward profits)

P= any freely distributable reserves

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled

L= losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended or the Company's articles of association.

Total Cancellation Amount means an amount determined by the board of managers and approved by the sole shareholder or the shareholders on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each of the Classes J, I, H, G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant Class at the time of the repurchase and subsequent cancellation of the relevant Class of Shares.

Cancellation Value Per Share means an amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the Class of Shares to be repurchased and cancelled.

5.6 Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant Class of Shares, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

5.7 The Shares so repurchased shall be immediately cancelled in accordance with applicable provisions of the act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended."

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to adapt the Company's articles of association subsequently to the modification of article 5 of the Company's articles of association in accordance with the aforementioned resolution:

(a) The Sole Shareholder resolves to amend article 6 of the Company's articles of association with the following wording:

" **Art. 6.** Notwithstanding article 5, the share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholders, in accordance with article 13 of these articles of association."

(b) The Sole Shareholder resolves to delete article 7 of the Company's articles of association and to renumber the articles of the articles of association in accordance therewith.

(c) The Sole Shareholder resolves to adapt articles 7 and 8 (formerly 8 und 9) of the English version of the Company's articles of association in accordance with the definitions of the modified article 5 of the articles of association in accordance with the aforementioned resolution and to change accordingly "shares" to "Shares", so that article 7 and 8 of the English version of the articles of association read as follows:

" **Art. 7.** Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, and only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company."

" **Art. 8.** The transfer of Shares held by any shareholder which is subject to the German Insurance Supervision Act must be authorised, prior to the transfer, by the appointed trustee or one of its agents in accordance with § 70 of the German Insurance Supervision Act, provided that these Shares are affected to the guarantee assets."

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 15 (formerly article 16) of the Company's articles of association, with the following wording:

" **Art. 15.**

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent. (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by the Companies Act and the Company's articles of association, the board of managers shall propose that cash available for remittance be distributed. The decision whether to distribute the Available Amount and the determination of the amount of such a distribution will be taken by the sole shareholder or a majority vote of the shareholders and each holder of Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a dividend representing 0.25% of the nominal value of the Shares issued by the Company. For the avoidance of doubt, the mere existence of an Available Amount does not establish a claim of the shareholders on its distribution given that, in accordance with the above mentioned provisions, any such distribution (and the determination of the amount thereof) are subject to prior shareholders' approval.

15.3 Notwithstanding the preceding provisions, the board of managers may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits, share premium and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Companies Act or the Company's articles of association and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholder(s)."

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 16 (formerly article 17) of the Company's articles of association, with the following wording:

" **Art. 16.** At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the sole shareholder or the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set for dividend distributions."

Estimate of costs

The expenses, costs, remuneration and charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated, with reservation of all rights, to be approximately EUR 1,700 (one thousand seven hundred euro) and will be at charge of the Company.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states hereby that at the request of the proxyholder of the above appearing party, this notarial deed is worded in German, followed by an English translation. At the request of the same proxyholder, and in the case of discrepancy between the German and the English versions, the German version shall prevail.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Gezeichnet: V. LEYENS und J. BADEN

Enregistré à Luxembourg A. C., le 14 décembre 2011. LAC / 2011 / 55759. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): SANDT.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 27. Dezember 2011.

Référence de publication: 2011180446/601.

(110210429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Optio Expert-Comptable et Fiscal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 57, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 97.326.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012003875/10.

(120002480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Ocean Beach Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 104.418.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012003878/9.

(120002775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

OTPP Power Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 109.784.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour OTPP Power Luxembourg S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012003893/11.

(120003067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Odin Enterprises Limited SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 40.336.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'ai démissionné avec effet au 05 janvier 2012 du poste d'administrateur de la société

ODIN ENTERPRISES LIMITED S.A.

siège social à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 40.336.

La présente est faite aux fins de dépôt auprès de votre Registre et de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 janvier 2012.

JACQUEMART Laurent.

Référence de publication: 2012003882/15.

(120003002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

**Pacific Island S.A., Société Anonyme Holding,
(anc. Vulcain S.A.).**

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 15.593.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

Référence de publication: 2012003909/11.

(120002769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

OFR Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Enseigne commerciale: Ocube's.

Siège social: L-1358 Luxembourg, 4, rue Pierre de Coubertin.
R.C.S. Luxembourg B 149.522.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 janvier 2012.

Référence de publication: 2012003883/10.

(120003235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

OLFI Lux Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 159.806.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 janvier 2012.

Référence de publication: 2012003885/10.

(120002614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

OLFI Lux Intermediate Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 159.807.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 janvier 2012.

Référence de publication: 2012003887/10.

(120002611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Organik Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 95.145.

Statuts coordonnés, suite à de l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 20 septembre 2011 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 20 octobre 2011.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2012003890/13.

(120002727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

**Pacific Island S.A., Société Anonyme Holding,
(anc. Vulcain S.A.).**

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 15.593.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

Référence de publication: 2012003910/11.

(120002770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Camaran Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 102.546.

L'an deux mille onze,
le vingt et un décembre.

Par-devant, Nous, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),
a comparu:

Monsieur Jean-Luc DABI, administrateur de société, demeurant 1, W. Churchillkaai, B-8400 Oostende (Belgique),
ici représenté par:

Monsieur Marc TONON, employé privé, avec adresse professionnelle au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange,
en vertu d'une procuration donnée à Oostende (Belgique), le 14 décembre 2011.

Ladite procuration signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera
annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme il est dit ci-avant, est l'actionnaire unique de la société «CAMARAN
INVEST S.A.» (la «Société»), une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au
10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, constituée suivant acte dressé par le ministère du notaire soussigné en
date du 12 août 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 1103 du 30
octobre 2004, page 52933. La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section
B sous le numéro 102 546.

Les statuts de la Société furent modifiés pour la dernière fois suivant acte dressé par le notaire soussigné à la date du
10 avril 2008, lequel acte fut publié au Mémorial le 24 mai 2008, sous le numéro 1269 et page 60870.

Laquelle partie comparante, agissant en sa qualité d'actionnaire unique et représentant ainsi l'intégralité du capital
social, actuellement fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (31.000,- EUR) représenté par trois mille cent (3.100) actions
ordinaires d'une valeur nominale de DIX EUROS (10,- EUR) chacune, a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions
suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique DECIDE la dissolution anticipée de la Société «CAMARAN INVEST S.A.» prédésignée et pro-
nonce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'actionnaire unique DECIDE de nommer comme seul liquidateur de la Société:
la société «DEALISLE LTD», une société régie par les lois du Royaume-Uni, établie et ayant son siège social au 41
Chalton Street, Londres NW1 1JD (Royaume-Uni).

Troisième résolution

L'actionnaire unique DECIDE d'investir le liquidateur des pouvoirs suivants:

- le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, telles que modifiées.
- le liquidateur peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans avoir à recourir à l'autorisation de l'Assemblée Générale des Associés dans les cas où elle est requise.
- le liquidateur est dispensé de passer inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.
- le liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de leurs pouvoirs qu'il détermine.

DONT ACTE, passé à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, la même mandataire a signé avec Nous, le Notaire, le présent acte.

Signé: M. TONON, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 27 décembre 2011. Relation: EAC/2011/17935. Reçu douze Euros (12,- EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2012004933/51.

(120004393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Altec Lansing Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 89.730.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait de la résolution de l'associé unique du 30 décembre 2011

PLANTRONICS INC., ayant son siège social à 345, Encinal Street, USA – 95060 Santa Cruz, California, agissant en tant qu'associée unique de la société ALTEC LANSING EUROPE S.à r.l., mise en liquidation suivant acte de Me Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 20 janvier 2009, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C n° 699 du 31 mars 2009, a décidé ce 30 décembre 2011 de clôturer la liquidation sur base du rapport du liquidateur BDO Tax&Accounting et du commissaire aux comptes, AUDIEX SA.

L'associée unique a en outre décidé que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans au siège de la société, et que les sommes et valeurs éventuelles revenant aux associés ou aux créanciers qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation seront déposés au même ancien siège social au profit de qui il appartiendra.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Référence de publication: 2012004878/20.

(120004503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Fercol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4577 Differdange, 77, Cité Henri Grey.

R.C.S. Luxembourg B 124.144.

—
Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05.01.2012.

Fiduciaire Becker, Gales & Brunetti S.A.

Luxembourg

Référence de publication: 2012003703/12.

(120003007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Bati Expansion, Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 104.023.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal d'une assemblée générale extraordinaire tenue en date 24 novembre 2011 que:

- L'assemblée décide de transférer le siège social de 3, avenue Pasteur L-2311 Luxembourg au 36, avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg

- L'assemblée accepte la démission de M. Lucien Delesalle de sa fonction d'administrateur
- L'assemblée décide de nommer comme nouvel administrateur Monsieur Luc Hilger, né le 16.11.1974 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.
- L'assemblée accepte la démission du commissaire aux comptes Monsieur Eric Herremans
- L'assemblée nomme comme nouveau commissaire aux comptes la société FIDU-CONCEPT Sàrl, ayant son siège social à L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B38136. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2012004900/20.

(120004853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Electrabel Invest Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 5.222.

L'assemblée générale ordinaire, en sa séance 28 novembre 2011, a:

- renouvelé le mandat d'administrateur pour un terme de quatre ans de M. Jan Brackenier. Ce mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2015;
- pris acte du non-renouvellement du mandat d'administrateur et de délégué à la gestion journalière de Mme Saliha Merini;
- nommé en qualité d'administrateur pour une durée de quatre ans M. Rachid Azoughagh, demeurant 77 rue du Boucle Val Marie à 57100 Thionville (France). Ce mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2015;
- pris acte de la démission de M. Grégoire de Thier en qualité de commissaire aux comptes;
- renouvelé pour un terme d'un an le mandat de réviseur de la s.a. Deloitte. Ce mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 20 décembre 2011.

Fl. Poncelet / J. Brackenier

Administrateur / Administrateur délégué

Référence de publication: 2012004987/21.

(120004945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Lux-Puglia SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2537 Luxembourg, 19, rue Sigismond.

R.C.S. Luxembourg B 72.132.

Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 06.01.2012

Les actionnaires de la société LUX-PUGLIA S.A. réunis le 06.01.2012 au siège social, ont décidé à l'unanimité ce qui suit:

1. Accepter la démission de M. Luca DI FINO de son poste d'administrateur.
2. Accepter la démission de M. Antonio PIERRI de son poste d'administrateur délégué.
3. Renouveler les mandats des administrateurs à Mme Annamaria Pierrri et à M. Vito Giuseppe DADDATO.
4. Renouveler le mandat d'administrateur délégué à Mme Annamaria Pierrri avec pouvoir d'engager la société avec sa signature individuelle.
5. Renouveler le mandat de commissaire aux comptes à la FIDUCIAIRE DI FINO & ASSOCIES S.à r.l.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social 2016.

Fait à Luxembourg, le 06.01.2012.

Pour extrait conforme

LUX-PUGLIA SA

Référence de publication: 2012005139/21.

(120004263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

**A.14 Façades Guy Rollinger, Société à responsabilité limitée,
(anc. H.09 Roeser "Novus").**

Siège social: L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 72.906.

L'an deux mille onze, le vingt et un décembre.

Pardevant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, soussigné.

A comparu:

La société anonyme H.01 HIMALAYA RANGE (RC B48.531), avec siège social à L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons,

ici représentée par son administrateur-délégué, Guy ROLLINGER, demeurant professionnellement à Wickrange, nommé à ces fonctions lors d'une assemblée générale extraordinaire du 10 décembre 2009, non encore publié au Mémorial, habilité à engager la société par sa seule signature et agissant sur base de l'article 6 des statuts,

associée unique de la société à responsabilité limitée A.14 FACADES GUY ROLLINGER, établie et ayant son siège social à L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 72.906, constituée suivant acte du notaire Jean SECKLER de Junglinster en date du 18 novembre 1999, publié au Mémorial C, numéro 93 du 27 janvier 2000, modifié suivant acte dudit notaire SECKLER en date du 18 février 2003, publié au Mémorial C, numéro 423 du 17 avril 2003.

D'abord, la comparante, représentée comme il est dit, déclare être propriétaire des cent (100) parts sociales de la société suivant cession de parts sous seing privé datée du 15 décembre 2011, pour les avoir acquises comme suit:

- une (1) part sociale de la société à responsabilité limitée A.03 DATAGLOBAL, et
- quatre-vingt-dix-neuf (99) parts sociales de la société à responsabilité limitée A.01 EURO-ARTISAN GUY ROLLINGER,

laquelle cession, après avoir été signée ne varietur par le notaire instrumentant et la comparante, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Est intervenu aux présentes, Guy ROLLINGER, préqualifié, agissant en sa qualité de gérant de la société, qui déclare accepter au nom de la Société les cessions qui précèdent, conformément à l'article 1690 du Code Civil et dispense la cessionnaire à faire signifier lesdites cessions à la Société, déclarant n'avoir aucune opposition et aucun empêchement à faire valoir qui puissent arrêter leur effet.

Ensuite, l'associée unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

Suite aux cessions susmentionnées, l'associée décide de modifier l'article 6 des statuts comme suit:

" **Art. 6.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune.

Les parts sociales se répartissent comme suit:

- H.01 HIMALAYA RANGE, cent parts	100
Total: Cent parts sociales	100."

Deuxième résolution

Elle décide de modifier la dénomination de la société et par conséquent de modifier l'article 2 des statuts comme suit:

" **Art. 2.** La société prend la dénomination de H.09 Roeser "Novus"."

Troisième résolution

Elle décide de modifier l'objet social de la société et par conséquent de modifier l'article 3 des statuts comme suit:

" **Art. 3.** La société a pour objet la gestion de sociétés, l'achat et la vente, la gestion, l'échange, la location, la promotion et la mise en valeur d'immeubles ainsi que toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à cet objet social.

La société a en outre pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties. La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

La société pourra dans le cadre de son activité accorder notamment hypothèque ou se porter caution réelle d'engagements en faveur de tiers."

Finalement, plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Pontpierre, 81, rue de Luxembourg.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, Notaire, la présente minute.

Signé: ROLLINGER, ARRENSDORFF.

Enregistré à Remich, le 23 décembre 2011. Relation: REM/2011/1786. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à des fins administratives.

Mondorf-les-Bains, 30 décembre 2011.

Référence de publication: 2012004860/70.

(120004378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Waco Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 112.430.

Les comptes annuels au 30 Juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jorrit Cromptvoets.

Référence de publication: 2012006766/10.

(120006397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Soloverte Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 98.350.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2012.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2012006726/12.

(120006652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Stuff an der Millen S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9366 Ermsdorf, 25, route de Reisdorf.

R.C.S. Luxembourg B 121.429.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012006732/10.

(120006849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.
